<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Comptes rendus du C.A. et de l’A.G.</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>C.A. du 31 mars 1996</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>A.G. du 31 mai 1996</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>De Pékin à Istanbul</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Pourquoi j’ai refusé de participer au forum des ONG de 1995</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>Reçu au secrétariat de l’ANEF</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>Enseignements et séminaires de recherche</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Réseaux</td>
<td>43</td>
</tr>
<tr>
<td>Rendez-vous et colloques</td>
<td>61</td>
</tr>
<tr>
<td>A venir</td>
<td>61</td>
</tr>
<tr>
<td>Passés</td>
<td>65</td>
</tr>
<tr>
<td>Revues</td>
<td>67</td>
</tr>
<tr>
<td>En français</td>
<td>67</td>
</tr>
<tr>
<td>En allemand</td>
<td>75</td>
</tr>
<tr>
<td>En anglais</td>
<td>75</td>
</tr>
<tr>
<td>En catalan</td>
<td>77</td>
</tr>
<tr>
<td>En espagnol</td>
<td>78</td>
</tr>
<tr>
<td>En italien</td>
<td>79</td>
</tr>
<tr>
<td>En portugais</td>
<td>81</td>
</tr>
<tr>
<td>Livres</td>
<td>83</td>
</tr>
<tr>
<td>Comptes rendus</td>
<td>83</td>
</tr>
<tr>
<td>Parutions</td>
<td>90</td>
</tr>
<tr>
<td>Manifestes</td>
<td>97</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours de l’été</td>
<td>107</td>
</tr>
<tr>
<td>Bulletins de commande</td>
<td>113</td>
</tr>
<tr>
<td>Statuts</td>
<td>115</td>
</tr>
<tr>
<td>Adhésion, abonnement</td>
<td>117</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Réunion du C.A. du 31 mars 1996

Excusées : M.-C. Rouyer, A. Houel, N. Le Feuvre.

1. RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DU C.A.
   
   On rappelle qu’en cas d’absence au C.A., il appartient à chacune de s’informer et, si urgence, d’appeler le secrétariat.

   Les procès-verbaux des séances du C.A., rédigés par l’une des présentes, sont revus par les autres présentes pour accord avant publication dans le bulletin et archivage.

2. JOURNÉE DE L’ANEF DU 1.06.1996

   Peu de réponses à notre demande de suggestions pourtant envoyée à toutes nos adhérentes. Les thèmes qui seront abordés et une liste des intervenantes possibles sont discutés. Prochaine réunion de préparation le 13 avril.

3. PRÉPARATION DE L’A.G. DU 31.05.1996

   Les modalités des élections pour le renouvellement du C.A. sont arrêtées (avec 4 sièges pour Toulouse, 2 pour Bordeaux, 2 pour Lyon, 6 pour Paris).

4. DIVERS

4.1. Commission « Universités »

A. Houel fait état de la réponse de M. Bigot, chef de service de la mission scientifique et technique au MEN, qui dit très gentiment qu’il fera tout son possible mais que la demande de postes doit d’abord se traiter au niveau des universités. Or, si ce travail est fait à Lyon et Toulouse, et en train de se faire à Saint-Quentin et Rouen, à Paris il ne se fait pas et c’est désespérant pour l’ANEF (et pour le travail de la commission).

4.2. Commission « International »

Colloque au Canada (Québec) en septembre 1996, sur la recherche féministe dans la francophonie : le projet de communication de l’ANEF a été accepté, un budget couvrant les 2/3 des frais de notre représentante est prévu si un financement annexe ne peut être trouvé (environ 3 500 F).

Budget prévu pour J. Ezekiel pour le congrès d’Adelaïde : 4 000 F.

4.3. Bulletin

Projet de questionnaire pour savoir comment il est lu et comment l’améliorer.

Hélène Rouch
Présentes : 20.
La séance commence vers 19 h 00.

RAPPORT MORAL (Françoise Picq)


Cela correspond à l’objectif inscrit dans les statuts de l’ANEF, « le maintien et le développement de relations d’échanges, de respect mutuel et de solidarité entre ses membres ». Même si cela paraissait idéaliste, nous croyions à l’absolue nécessité de rompre avec un certain type de rapports issus du militantisme où il y a des lignes justes à faire triompher. Le C.A. a réussi à maintenir ce cap malgré des points de vue différents et des désaccords politiques parce qu’il y avait entre nous un respect mutuel. Et c’est pour continuer à travailler dans ce climat-là que le C.A. sortant se représente.

L’année 1995-1996 pose des problèmes tout à fait différents de la précédente. Nous n’avons plus à nous situer dans le « rapport aux institutions », qui est la pomme de discorde traditionnelle des mouvements sociaux en France, mais par rapport à un mouvement qui se dit féministe mais ne répond pas aux critères qui ont été les nôtres. L’ANEF a appelé à la manifestation du 25 novembre et sans doute beaucoup d’entre nous ont été ravies de se retrouver dans la rue à 30 ou 40 000. Mais il faut avoir en tête que ce ne sont pas des féministes seulement – de quelque génération que ce soit – qui ont participé à ce mouvement, mixte et structuré autour de partis, de syndicats, d’associations diverses. Que tous ces gens-là se mobilisent « pour les droits des femmes », après la période de reflux et d’antiféminisme que nous
avons connue, on ne peut que s’en réjouir, mais il faut voir clairement où nous nous situons. Représentant l’ANEF, j’ai été très active dans la préparation de la manifestation et je le reste dans la suite à lui donner (les Assises nationales pour les droits des femmes). La recherche féministe ne peut pas se replier sur elle-même. N’empêche qu’il n’est pas facile de trouver sa place en tant que chercheuse dans une mobilisation militante, d’autant qu’il y a très peu de chercheuses, de l’ANEF ou d’ailleurs, qui y participent. Ce qui est particulièrement dommage quand il s’agit de faire un « état des lieux » de la situation des femmes. C’est pourquoi nous avons choisi pour thème de notre journée annuelle le rapport entre études féministes, militantisme et mouvement des femmes. Il aurait été plus satisfaisant que le débat que nous allons avoir en A.G. vienne au terme de cette réflexion-là, mais nous avions déjà organisé le temps entre ce soir et demain.

L’actualité de cette question nous a donc amenées à changer de thème puisque – vous vous le rappelez peut-être – nous nous étions quittées l’an dernier en adoptant comme thème « racisme, sexisme, antisémitisme ». Nous souhaitons que ce thème puisse être organisé pour la journée de l’ANEF 1997, si quelques-unes en prennent la responsabilité et si – bien sûr – le C.A. qui va être élu ce soir est d’accord.

RAPPORT FINANCIER

Après ce rapport moral, le rapport financier sera présenté par Annik Houel. Puis les différentes commissions feront un compte rendu : le bulletin (Nicole Décuré), Judith Ezekiel pour la commission « International » fera le bilan de la Conférence de Pékin et de la rencontre d’Adelaïde pour la construction de l’Association internationale d’études féministes, et Nicky Le Feuvre fera le point sur les réseaux européens. Annik Houel rendra compte des activités de la commission « Universités » et Hélène Rouch de la commission « Publication ». Enfin, nous procèderons au vote puisque cette année le Conseil d’administration doit être renouvelé.

BILAN COMPTABLE

Annik Houel lit le rapport financier. Les dépenses de l’ANEF ont été moins importantes en 1995 que l’année précédente.
RAPPORT SUR LE BULLETIN

L’équipe a été remaniée. Une seule personne assure maintenant frappe et mise en page. Le secrétariat assume le reste des tâches. La commission « Bulletin » est composée de deux personnes (quelques-fois trois) pour relecture et décisions éditoriales.

Les adhérentes ayant acquis un numéro de courrier électronique depuis la sortie de l’annuaire sont priées de le faire connaître pour faciliter les relations entre le secrétariat/bulletin et les adhérentes.

COMMISSION « INTERNATIONAL »

- WISE : les comptes rendus ne nous sont pas parvenus.
- Adélaïde : les comptes rendus ne nous sont pas parvenus.
- ENWS/REEF : pour SOCRATES, WISE et ENWS/REEF, voir également la section Europe du présent bulletin.

Des nouvelles de ENWS/REEF

Depuis la fin du mandat de la coordinatrice Hélène Lemaire en décembre 1994, le réseau « European Network of Women’s Studies / Réseau Européen d’Études de Femmes » cherche à mettre en place une nouvelle structure (sans le soutien financier qu’a apporté le ministère néerlandais de l’Education durant les six premières années). Cela est très difficile car l’organisation de rencontres coûte cher. La dernière s’est tenue à Athènes en mai 1995 ; elle a demandé à Margaret Fine-Davies (Center for Women’s Studies, Trinity College, Dublin, Irlande) d’être coordinatrice du réseau. Ce qui suppose que des moyens de fonctionnement soient trouvés.

L’adhésion ne peut continuer à être gratuite ; elle a été fixée à £ 20 pour les individu-e-s et £ 33 pour les groupes. Deux ou trois « Newsletters » par an pourraient être envoyées ainsi que d’autres courriers. Les 1 600 membres de ENWS à travers l’Europe et le reste du monde sont donc invités à remplir le formulaire d’inscription et à acquitter cette cotisation.

Parmi les projets du réseau : constitution d’une banque de données des membres (support papier + informatique et Internet), une conférence internationale (été 1997, thèmes et lieu en discussion),
lobbying auprès des instances européennes, collaborations avec le Conseil de l’Europe.

Afin de garder le contact entre les adhérent-e-s en France, il serait bon que ceux/celles-ci envoient un double de leur adhésion à Françoise Picq – ANEF-Europe – 2, rue d’Agnou 78580 Maule.

COMMISSION « UNIVERSITÉS »

Il est convenu de faire une réunion nationale à la rentrée de façon à redéfinir les objectifs de cette commission : au-delà des questions de stratégie par rapport au ministère de l’Education nationale, repenser les objectifs en termes d’enseignement et de recherche féministes, comme nous l’avons fait lors de la première Table ronde et surtout d’échanges entre les différentes universités.

COMMISSION « PUBLICATION »

La collection « Bibliothèque du Féminisme » chez L’Harmattan succède à la collection « Recherche » aux éditions Côté-Femmes.

ELECTIONS DU NOUVEAU C.A.

Nombre de votes exprimés : 55 (dont 15 par procuration et 19 par correspondance).

Sont élues : BORDEAUX Marie-Claude Bergouignan Marie-Claire Rouyer LYON Annik Houel Brigitte Lhomond PARIS Françoise Duroux Michèle Ferrand Dominique Fougeyrollas Irène Foyentin Françoise Picq Hélène Rouch TOULOUSE Nicole Décuré Catherine Guinchard Nicky Le Feuvre Jacqueline Martin
Photo Nicole Décure

A.G. de l’ANEF

Paris, le 31 mai 1996.
de Pékin à Istanbul


Istanbul, ao t 1989.

Photos Nicole Décuré
La Conférence de Pékin est, malgré les tracasseries policières chinoises, l’objet d’un bilan positif par les associations de femmes dans le monde entier. La participation a été massive et les sujets abordés variés. L’image du gouvernement chinois, ternie par les événements de la place Tian Anmen, a été redorée bien que les femmes chinoises s’y soient peu fait entendre. Les raisons de ce silence furent tout d’abord linguistiques, peu de Chinoises parlant une langue étrangère, mais elles furent aussi d’ordre idéologique comme le confirme la lettre que nous a envoyée Li Xiaojiang en octobre 1995.

Li Xiaojiang (née en 1952) est une des personnalités les plus en vue dans le milieu associatif chinois. Professeur de littérature comparée à l’Université de Zhengzhou au Henan, elle s’est intéressée aux courants de pensées occidentaux et se fait remarquer dès 1993 en publiant un article sur le progrès de l’humanité et la libération des femmes. Elle estime en effet que si les réformes promettent un avenir meilleur pour la Chine, peu d’entre elles concernent les femmes. Elle commença par publier des articles sur l’importance pour les femmes de prendre conscience de leurs problèmes spécifiques, tout en insistant, comme la plupart de ses compatriotes, sur la nécessité de prendre une certaine distance par rapport aux courants d’idées occidentaux, et sur le besoin de siniser la recherche. Li Xiaojiang, bien que très au fait des débats féministes en Occident, agit comme la plupart des intellectuelles chinoises, en ne s’y référant pas dans ses argumentations.

Elle fait figure de pionnière en fondant, en 1985, la première association indépendante de recherche sur les femmes (Funü xuehui) qui organise la même année une conférence interdisciplinaire sur le sujet. C’est un événement en Chine car est alors brisé le monopole qu’exerce depuis 1949 la Fédération des femmes sur les Chinoises. La Fédération des femmes organisera d’ailleurs à Pékin l’année suivante une réunion du même type que celle de Zhengzhou. Ces deux conférences seront suivies de publications faisant état des recherches sur les femmes en Chine. En 1987, Li Xiaojiang innovera de nouveau en créant à Zhengzhou le premier centre de recherches sur les femmes (Zhengzhou daxue funü vaniju zhongxin). Des initiatives du même genre se succèderont ensuite à Changsha et à l’Institut des langues étrangères de Pékin. En 1988, les salons ou groupes divers fleurissent dans les universités de Fudan, Pékin, Hangzhou, Wuhan, Jilin, etc. Ils seront suspendus après les événements de la place Tian Anmen. Nombre d’entre eux subsisteront sous la forme de centres de recherches universitaires sur les femmes. Li Xiaojiang fonda également sa propre maison d’édition qui a déjà plus d’une vingtaine de titres à son actif. Elle a peu publié en anglais, mais est une des rares féministes chinoises à être connue en Occident1.

Pourquoi j’ai refusé de participer au forum des ONG de la Conférence mondiale de 1995

(Lettre envoyée par Li Xiaojiang en Octobre 1995, à la suite de la Conférence de Pékin. Traduction de Clothilde de Sédouy et de Jacqueline Nivard.)

La double question de savoir si la quatrième conférence sur les femmes devait se tenir à Pékin et si sa tenue aurait une incidence sur les femmes chinoises a été l’objet de débats sans fin ces dernières années, et notamment depuis la Conférence de Manille, au sein de la communauté internationale et parmi les femmes de très nombreux pays.

Sur le premier point, je pensais, pour ma part, que la tenue de la Conférence de Pékin constituerait pour les femmes du monde entier l’occasion de comprendre ce qui se passe en Chine ; pour les femmes chinoises, ce serait l’occasion de mieux comprendre le monde extérieur et d’être en contact direct avec des femmes de tous les pays ; elles pourraient ensuite mieux s’impliquer dans les affaires internationales et se sentir motivées par le destin des femmes. Cette analyse s’est avérée exacte dans la mesure où bon nombre de femmes chinoises (principalement dans les milieux intellectuels) ont pu aller à l’étranger observer en direct les évolutions du monde et voir de leurs yeux le développement et la puissance du mouvement international féministe.

Les étrangères, pour leur part, ont, tout au long des deux années de la préparation de la conférence, été en contact avec la Chine sous des angles divers et ont peut-être, par une compréhension de l’intérieur, compati à ce qui se passe en Chine et à la condition des femmes chinoises. C’est pourquoi, quelques aient été les incidents survenus durant la préparation de la conférence et les pressions que j’ai personnellement dû subir à cet égard, j’ai continué d’espérer que la conférence puisse se dérouler sans heurts et ai souhaité la venue à Pékin du plus grand nombre possible d’amis étrangers ainsi que la participation du plus grand nombre possible de femmes à la conférence.

A la question de savoir si la tenue de cette réunion à Pékin a en définitive eu une influence quelconque sur les femmes chinoises, je
réponds par une autre question. Quelle incidence aurait eu sur les femmes chinoises la tenue de la conférence ailleurs qu’à Pékin ? J’ai interrogé un grand nombre de femmes chinoises et la réponse a été pratiquement unanime : comme lors des précédentes conférences internationales sur les femmes, la plupart des gens auraient ignoré la tenue de la conférence. Ils n’auraient pas su non plus que n’importe quelle femme pouvait être concernée, ni connu l’utilité des ONG et il n’aurait donc, dans ce cas, même pas été question d’incidence positive ou négative. Les femmes chinoises ont toujours été en dehors du mouvement international des femmes ; de ce point de vue, on peut dire que la tenue de la conférence à Pékin a déjà eu un grand impact, non seulement sur les femmes en Chine, mais aussi sur le gouvernement chinois qui s’est impliqué d’une façon totalement inattendue dans les affaires féminines. (…)

Il faut reconnaître que le gouvernement chinois n’a pas ménagé ses efforts pour l’organisation de cette conférence en tant que pays hôte. Les moyens de tous les milieux sociaux ont été mobilisés pour que tout ce qui concerne les femmes devienne une affaire d’État. Il semblerait presque que ce n’est que dans un régime comme celui de la Chine qu’une telle conférence puisse être organisée dans un temps aussi court. (…) Cependant, au fur et à mesure que la date de la réunion se rapprochait, c’est justement en Chine que cette conférence sur les femmes s’éloignait de plus en plus des femmes. Loin de moi l’idée que l’intérêt des femmes et l’intérêt de l’État soient complètement contradictoires. J’ai toujours au contraire beaucoup apprécié la tradition de libération de la femme et les efforts infatigables pour soutenir les femmes du régime. Mais dans le cas de la conférence, les femmes chinoises se sont trouvées dans une situation extrêmement inconfortable. Un lien trop étroit a été établi entre cette conférence internationale portant sur le destin des femmes du monde entier et l’image du gouvernement chinois. Au Forum des ONG, personne (aucun Chinois) n’a été en mesure de s’exprimer selon ses idées, ou de parler au nom des femmes sur leurs problèmes. Le contrôle de l’État était sévère et il n’a pas été possible de discuter librement d’aucune question. Dans ce contexte, coincée entre l’État et les femmes, je n’avais d’autre choix que de garder le silence. (…) La Chine continue cependant à cheminer sur la voie dif-
ficile de la démocratie : je souhaite donc que le gouvernement chinois devienne plus tolérant et laisse les femmes œuvrer et parler pour elles-mêmes. Elles n’ont pas à être uniquement le porte-parole du gouvernement ou à témoigner des succès et des développements. Elles doivent aussi témoigner de leurs difficultés et de leurs aspirations. En tant que chercheuse, j’ai considéré que je n’avais aucunement le devoir de me faire le porte-parole du gouvernement chinois. C’est pour cette première raison que j’ai refusé de participer à cette conférence.

Le fossé culturel et social qui sépare la Chine du monde induit indéniablement l’existence de forces anticommunistes au sein de la société ou la présence de sentiments anti-chinois chez un certain nombre de personnes. En Chine, l’isolement consécutif à 1989, le manque d’expérience quant à l’organisation d’une conférence politique d’une telle importance et plus encore le passé d’agressions humiliantes subies par la Chine depuis 150 ans ont conduit le gouvernement à concevoir une attitude a priori défensive à l’égard du Forum des ONG et, par un souci compréhensible de stabilité politique et sociale, à vouloir transformer cette manifestation internationale de promotion du progrès de l’humanité en une opération nationaliste.

J’ai pour ma part plusieurs années de recherche à l’étranger derrière moi et je pense que les femmes sont plus préoccupées par les problèmes des femmes de leur propre pays que par la politique de la Chine, et qu’elles ne cherchent en rien à offenser la Chine ou les femmes chinoises. En tant qu’intellectuelle chinoise, j’ai déjà indiqué clairement qu’en l’absence de pression impérialiste politique ou culturelle je n’étais pas nationaliste. Il me semble au contraire qu’au moment où la Chine s’ouvre au monde et devient de plus en plus puissante, il est aussi important de veiller aux méfaits du nationalisme qu’à ceux de la guerre ou de l’hégémonisme. Actuellement, en tant que femme, face à des sœurs venues de tous les pays, alors que nous devons affronter ensemble un monde encore plein de souffrances et de menaces de guerre, je ne vois pas la nécessité d’insister particulièrement sur l’aspect « national » des choses, et je n’avais pas envie de prendre part à un quelconque exercice paramilitaire du genre « tous unis face à l’étranger ». Ceci est la deuxième raison pour laquelle j’ai refusé de participer à la conférence.
Au fur et à mesure que la date de la conférence mondiale sur les femmes se rapprochait, les femmes chinoises étaient de plus en plus porteuses de l’image nationale et le gouvernement devenait de plus en plus pointilleux : il n’était plus possible d’émettre le moindre « son discordant ». Dans cette situation, je savais très bien ce que « prendre en considération la situation dans son ensemble », pour une Chinoise faisant comme moi de la recherche sur les femmes, signifiait. Je devais, justement sur la question des femmes, disparaître et me taire. J’ai par conséquence demandé à me rendre à l’Université d’Harvard pour des recherches et pendant deux années j’ai refusé de participer à toute réunion ou interview se rapportant à la conférence mondiale sur les femmes, me retirant dans un petit village loin de la ville pour écrire.

Mais je n’ai pas réussi à me protéger : les journaux et revues de Chine ont été informés de ce qu’ils ne devaient publier aucun article ni photo de moi ; pendant la conférence, les étalages de livres reçurent l’interdiction de présenter mes écrits ou mes compilations ; la Commission d’État pour l’Education s’est rendue à multiples reprises à l’Université de Zhengzhou pour enquêter sur mon attitude politique et la cellule locale du parti (bien que je ne sois pas membre du parti) se vit chargée de donner son avis sur moi ; les sujets de recherches que je dirigeais ont été l’objet de graves tracasseries. Mais plus intolérable encore, le nouveau directeur, M. Cao Cewen (qui n’appartient pas au parti), a été jusqu’à m’accuser « d’organisation d’un mouvement capitaliste des droits des femmes » et a, en une nuit, sous couvert de « gestion par intérim » dissous l’Institut international pour les femmes que j’avais créé à l’Université de Zhengzhou1. Et mon cas ne fut pas isolé. Bon nombre d’organisations non gouvernementales de femmes ou d’individus subirent des pressions politiques similaires sous diverses accusations. Il est regrettable que tout ceci ait lieu dans le pays hôte de la conférence internationale des femmes.

Pendant plus de dix ans, nous avons beaucoup travaillé dans le domaine de l’éducation et des recherches sur les femmes, et nous avons défriché un espace public pour leur développement autonome mais cet important travail a pratiquement été anéanti en quelques mois. J’ai, en février de cette année, officiellement porté plainte auprès du comité chinois du Forum des ONG, espérant que cette propension à l’évin-
cement de ceux qui pensent différemment puisse être réprimée de façon efficace ; la réponse fut : « Votre participation au Forum des ONG est la bienvenue », mais aucune invitation émanant de Chine ne m’est cependant jamais parvenue (j’ai par contre reçu l’invitation de l’ONU pour le Forum international d’étude sur les femmes). En avril de cette année, j’ai à nouveau, à l’occasion d’un passage en Chine, écrit au président de la Commission d’État pour l’Education pour demander que les dommages subis dans le domaine de notre projet d’éducation des femmes soient réparés ; la réponse fut : « L’Université de Zhengzhou prend soin de l’Institut des femmes. » Mais qu’en est-il advenu de l’Institut des femmes ? La présidence de l’Université de Zhengzhou n’a donné aucune explication et personne ne recherche les responsabilités. Il est difficile de croire que tout ceci se soit passé à la veille de la conférence internationale sur les femmes !

Dans ce contexte, n’aurait-ce été que du point de vue des femmes, je ne pouvais participer à la conférence. C’est par mon absence que je me suis exprimée à ce « forum international d’études sur les femmes », avec l’intention de montrer que l’essentiel des voix des femmes chinoises se trouvait à l’extérieur du forum.

En tant que citoyenne chinoise, alors que la conférence mondiale sur les femmes devenait une affaire d’État, j’ai compris que je devais me taire afin d’apporter mon soutien à son bon déroulement. Face à toutes les erreurs commises indiquées plus haut, je ne pouvais que faire appel à mon sens de la dignité et refuser de participer à la conférence dans le but de rétablir une certaine équité sur le plan moral. Je savais que cela n’avait aucun pouvoir, mais c’était indispensable. Dans la Chine d’aujourd’hui, chacun est en attente d’un sens de la dignité chez l’homme et d’équité dans la société. Je ne pense pas que ceux-ci tombent du ciel, ils viendront des choix individuels de chacun – c’est pourquoi j’ai choisi de « refuser ».

Zhengzhou, septembre 1995.

1. – Le nom de cet institut en chinois est Guoji lianyi nuzi xueyuan, en anglais Zhengzhou University Women’s College.
Reçu au secrétariat de l’ANEF

Charte de Rome
« Les femmes pour le renouveau de la politique et de la société ».
Rome, 18 mai 1996

Plate-forme des ONG de femmes
« Habitat II »
Istanbul, 1996
DOMINANTE 2
Etudes sur les femmes et les rapports de sexe
Coordinatrice : Annik HOUEL – Tél. au CLEF : 78 77 24 84

Cet ensemble d’UV constitue une initiative novatrice de l’Université Lumière Lyon 2. L’enseignement s’adresse aux étudiants et étudiantes, quelle que soit leur discipline, qui veulent comprendre la manière dont les sociétés construisent les rapports entre les hommes et les femmes. Une dominante se compose de deux UV et chaque UV de deux heures hebdomadaires.

Les étudiants de première année doivent choisir deux UV parmi les six suivantes :

Module 19185 01 :
UV I8124 : Rites d’institution, éducation, sexuation.
UV I8125 : L’invention des petites filles.

Module 19186 01 :
UV I8126 : Discours médicaux, contrôle social des corps et rapports aux modèles.
UV I8127 : Ecriture et représentation de la différence des sexes.

Module 19187 01 :
UV 18128 : Femmes d’Europe.
UV 18129 : L’activité des femmes : approche socio-historique.
Femmes, pouvoir et politique
Michèle BACOT-DÉCRIAUD (IEP) et Françoise THÉBAUD (UFR d’histoire)

Ce thème doit permettre d’étudier comment les femmes sont devenues des citoyennes, par une approche historique et socio-politique. C’est à la fois le problème de l’obtention du droit de vote et de l’éligibilité mais aussi des comportements et représentations des femmes en politique. Il s’agira de montrer comment le droit de participer à la vie politique a été difficilement conquis et comment il reste encore sous-exploité. On verra comment on est passé de la « mort civile » des femmes au droit de suffrage avec la mise en évidence des représentations liant pouvoir politique et exercice de la puissance masculine, ainsi qu’une certaine idée de la femme, et la présentation des arguments avancés contre l’émancipation politique des femmes (influence de l’Eglise, incompatibilité entre l’accès des femmes à la vie politique et leur mission dans la famille, inaptitude par « nature » à la vie politique, manque de maturité politique, indifférence à la vie politique).

On verra aussi comment les femmes ont changé dans la manifestation et l’expression de leur vote et comment, si elles ont encore tendance à bouder la vie politique, elles se heurtent à des réticences de la classe politique : la mixité des institutions n’étant pas toujours véritablement acceptée ni par les acteurs, ni par les observateurs de la vie politique.

Traitement et usages sociaux du corps et de la personne humaine
Christine DURIF-BRUCKERT et Patricia MERCADER (Institut de psychologie)

1. Approche culturelle et analyse psycho-sociale des techniques et pratiques culturelles. La recherche inquiétante du « mieux-être », l’augmentation des dispositifs d’information et les modalités de lutte contre les maladies montrent à quel point les projets et politiques médicales atteignent leur point de limite et de rupture.
• Techniques d’entretien du corps : mises en forme, sculpture, façonnage du corps féminin : épreuves sportives, chirurgies correctrices, plastiques, esthétiques, marquages de la peau et imposition des rythmes physiologiques.

• Gestion de la maladie et différentes formes d’intervention thérapeutique : analyse de la maladie et du trouble pathologique en tant que produit d’une organisation sociale et de rapports sociaux spécifiques ; rôle des institutions médicales dans la prise en charge de la maladie ; notion d’efficacité et d’échec thérapeutique : cadre matériel, forme des échanges, références et outils symboliques, enjeux (les cancers féminins et la stérilité).

• Les pratiques de la santé : la santé comme modèle de conduite, comme critère de conformité sociale, comme révélateur des rapports de savoir et de pouvoir : rapport à la douleur, notion de risque, biologisation du corps des femmes (domaine de la reproduction et de la périnatalité).

2. El ments de bio thique. L’accroissement de nos connaissances en biologie et les possibilités nouvelles de la médecine remettent en cause, à force de repousser les limites inhérentes à l’espèce humaine, des différenciations essentielles entre la vie et la mort, entre l’humain et le non-humain, entre les sexes et entre les générations. Ce remaniement des frontières implique des choix sociaux, formalisés aujourd’hui à travers la loi, la jurisprudence, des institutions comme les comités d’éthique ou la Cour européenne des droits de l’homme et qui font souvent l’objet de larges débats médiatiques.

Nous étudierons les modalités et les enjeux de ces choix à travers des exemples comme l’avortement, les procréations médicalement assistées et tous les problèmes qu’elles soulèvent (les mères porteuses, l’utilisation des embryons surnuméraires…), le don de sang, de sperme ou d’organes, le changement de sexe, le coma prolongé, l’euthanasie, le dépistage des maladies incurables, etc.

N.B. : Ces UV dépendent administrativement de l’Institut de Psychologie, mais leurs contenus relèvent de disciplines diverses : la sociologie, la littérature, les sciences politiques, la psychologie, l’anthropologie, l’histoire.
Les étudiants de deuxième année doivent obligatoirement prendre les deux UV 28127 et 28128.

UV 18124
Rites d’institution et sexuation en Afrique
Mireille LECARME

Dans toutes les sociétés, le sexe, donnée de nature, est l’objet d’une élaboration sociale. De la naissance à l’allaitement et au sevrage, les pratiques sociales sont différenciées selon les sexes. Ce processus de sexuation, objet d’un contrôle social permanent, est renforcé par des rites spécifiques instituant entre les sexes une séparation posée comme radicale – en Afrique. Les ressources imaginaires (contes) et symboliques (mythes, croyances religieuses) fondent ce qui peut être nommé un système.

Validation : fiche de lecture, exposé et dossier en fin d’année.

UV 18125
L’invention des petites filles (romans, contes, récits)
Christine PLANTE

L’enfance n’est pas une vérité éternelle, n’existe pas hors histoire. Ce qu’on appelle le féminin et le masculin non plus.

On étudiera la représentation des petites filles, de l’enfance, de la féminité, son sens et son évolution dans la littérature des XIXe et XXe siècles. Le travail s’appuiera principalement sur des romans français (Balzac, Sand, Hugo, Zola, Colette) et de langue anglaise (Hawthorne, James, Nabokov) ; sur des textes autobiographiques de femmes écrivains du XXe siècle (Beauvoir, Duras, Sarraute, Ernaux). Il pourra également porter sur d’autres genres (conte, poésie, théâtre), sur des formes non littéraires de représentation (cinéma, publicité), sur l’étude de discours d’historiens, d’éducateurs, de politiques.

L’approche est littéraire, faisant appel à des notions linguistiques et à des connaissances historiques.

Validation (assiduité obligatoire) : une note de travaux écrits, et une note d’oral.
UV I8126

*Discours médicaux, contrôle social des corps et rapports aux modèles*

Christine DURIF

Approche psycho-sociologique et anthropologique.

Nous aborderons les modalités contemporaines du contrôle social (stratégies, diffusion, finalités) essentiellement par le biais du discours médical, en pointant plus particulièrement quelques aspects :

- des mécanismes du pouvoir médical et des savoirs scientifiques, ainsi que l’idéologie qu’ils véhiculent vis-à-vis du corps, de la santé, de la sexualité des femmes ;
- des relations souvent complexes qui s’établissent entre ce qui est défini, formulé et imposé socialement, et les réactions individuelles, des femmes principalement, au modèle légitime (formes et degrés de résistance, d’adhésion ou de soumission).

Nous prendrons plus particulièrement comme domaines d’analyses les discours sur la diététique, les formes du corps, la reproduction (maternité, contraception, avortement), et travaillerons plus précisément sur les notions de normes et modèles, ainsi que sur la question de l’articulation entre représentations sociales et individuelles.

Validation : dossier avec soutenance orale en fin d’année.

UV I8127

*Ecriture et représentation de la différence des sexes*

Merete STISTRUP JENSEN

L’écriture comme ses alentours – critique littéraire (extraits de presse), commentaires, entretiens et réflexions des écrivains sur leur travail de création – forment des matériaux propices à l’étude des représentations de la différence des sexes.

Dans un premier temps, on situera la problématique (thèmes, genres, questions esthétiques) dans la perspective de l’histoire littéraire à travers quelques ouvrages-clés. Quel aurait été le parcours de vie de la sœur imaginaire de Shakespeare ? Virginia Woolf donne sa réponse dans Une chambre à soi. Ou bien Simone de Beauvoir retrace
Dans Le deuxième sexe les stéréotypes des personnages féminins dans la littérature dite masculine.

Dans un deuxième temps, un ensemble de textes littéraires du XXe siècle sera étudié, notamment des textes récents. Le dialogue romanesque sera l’objet d’un intérêt particulier, tant par rapport à la répartition traditionnelle des rôles sexuels dans la conversation que par leur mise en question, par exemple dans certains textes récents (temps de parole, interruptions, stratégies compétitives et coopératives). On abordera de façon secondaire la réception, les entretiens, des fragments de journaux/lettres concernant les œuvres.

Validation : dossier avec soutenance orale en fin d’année.

UV 18128

**Femmes d’Europe**

Michèle BACOT-DECRIAUD

Le traité instituant la Communauté Economique Européenne a établi le principe de l’égalité entre les femmes et les hommes.

L’insertion de chacun des pays membres dans une communauté qui n’est plus seulement historique et géographique mais qui forme une entité économique, politique et culturelle dotée d’institutions propres, se traduit par une plus grande ouverture aux idées de liberté et d’égalité. Les changements survenus dans la situation des femmes s’inscrivent dans ce mouvement : les défis que pose à l’Europe communautaire le grand marché européen, permettant une libre circulation des personnes, les bouleversements de l’Europe de l’Est et du Centre, le réseau de relations qui peut se nouer au-delà des frontières concernent les femmes d’Europe et l’évolution de leur situation, de leurs droits, de leur statut social et politique.

Les femmes d’Europe seront appréhendées en tant que femmes mais aussi en tant qu’Européennes, dans leurs attitudes, leur participation à la vie sociale et politique et dans leurs droits, dont les nouveaux droits conférés par la politique communautaire d’égalité de traitement et d’égalité des chances.

Validation : en cours d’année, travaux écrits et/ou oraux ; en fin d’année, contrôle écrit.
UV 18129

L’activité des femmes : approche socio-historique

Cette UV se déroulera selon une double approche :
• 1er semestre : approche historique, assurée par Bernadette ANGLE-RAUD.
• 2e semestre : approche sociologique, assurée par Sylvette DENEFLE.

Approche historique : A travers quelques temps forts (les débuts de la Révolution industrielle, la fin du XIXe marquée par l’hygiénisme, la Grande Guerre, la crise des années trente), par l’étude critique de textes et statistiques, nous présenterons les notions essentielles à la compréhension de l’activité féminine (sphère et cycle d’activité, division sexuelle du travail, législation sociale spécifique, tertiarisation de l’emploi, etc.) et insisterons sur ses déterminants, tant idéologiques et sociaux, qu’économiques.

Approche sociologique : Nous traiterons de quelques caractéristiques générales de l’activité professionnelle des femmes (extension du salariat, développement du temps partiel, continuité/discontinuité des trajectoires professionnelles) ; nous présenterons les relations habituellement considérées comme pertinentes entre le taux d’activité des femmes, leur niveau de formation, leur situation matrimoniale et ce qui différencie hommes et femmes à ce sujet.

Validation : une épreuve de contrôle continu comptant pour 1/3 de la note ; une épreuve de contrôle final comptant pour 2/3 de la note totale.

UV 28127

Sexualité et sexuation
Patricia MERCADER (Psychologie)

La sexualité (comme catégorie conceptuelle et comme ensemble de pratiques) et la différenciation entre homme et femme s’articulent aussi bien dans les pratiques et les discours sociaux que dans le parcours singulier des sujets humains.

Les pratiques sociales qu’on regroupe sous le nom de sexualité sont déterminées par les rapports de pouvoir des hommes sur les
femmes, considérés en tant que classes. Sexualité et sexuation sont aussi, pour chacun-e, des éléments essentiels de la dynamique subjective. La psychanalyse théorise de façon dissymétrique le développement psycho-sexuel des hommes et des femmes.

Ces deux axes d’analyse, sociologique et psychanalytique, seront développés dans l’enseignement.

UV 28128
Les premières femmes psychanalystes et Freud
Annik HOUEL (Psychologie)

Approche d’ordre littéraire et psychanalytique.

A partir des écrits et des biographies de Lou Andréas Salomé, Helen Deutsch, Karen Horney, Marie Bonaparte, Mélanie Klein, Anna Freud, on verra les enjeux théoriques que ces femmes psychanalystes contemporaines de Freud ont soulevés dans leurs écrits sur la sexualité féminine entre autres. Le rapport mère-fille en sera pris comme un point particulier, qu’on illustrera par des textes de romancières contemporaines.

▲ LICENCE
PSYCHOLOGIE, OPTION PSYCHOLOGIE SOCIALE

Champs d’application de la psychologie sociale : initiation aux recherches de terrain

UV 38 124

1. Cours magistral :

Hommes et femmes dans le monde du travail
Annik HOUEL

On ne peut comprendre les inégalités des niveaux de qualification et de salaires entre les hommes et les femmes qu’en termes de ce qu’on appelle maintenant les rapports sociaux de sexe. C’est la division sexuelle du travail, entre les sphères du privé et du public, telle qu’elle est organisée traditionnellement dans notre société industrielle, qui explique les poids respectifs des charges éducatives au sein
de la famille et donc des cycles d’activités des hommes et des femmes. Conséquences directes mais indirectes aussi, par exemple sur l’imaginaire sexué dans le monde du travail : qu’en est-il des représentations de la féminité et de la masculinité, qu’en est-il des enjeux de pouvoir entre les hommes et les femmes au sein de l’entreprise ?

Après un bref historique, ces deux aspects seront traités d’un point de vue psycho-sociologique.

Ce cours est suivi d’un séminaire de recherches en maîtrise sur le même thème, dans l’option Psychologie du travail.

2. Travail dirigé :

**LES RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE :**

*Les difficultés d’insertion et leur prise en compte*

Patricia MERCADER

Ce T.D. concerne des étudiant-e-s en stage dans des organismes ou institutions du travail social, se consacrant, soit aux adolescent-e-s en difficulté (délinquance, toxicomanie, maternité précoce, etc.), soit aux adultes en rupture d’insertion (R.M.I., Centres d’accueil de femmes battues, etc.).

Le travail portera très largement sur les problématiques subjectives des personnes, sur la dynamique institutionnelle et les tensions de toutes sortes que subissent ces organismes, sur les discours tenus et les actions entreprises.

Une attention spécifique sera consacrée à la façon dont les positions sociales différentes des hommes et des femmes (par rapport au travail, à la famille, etc.) induisent des situations de réinsertion et des actions sociales différentes. Nous verrons aussi comment cette question des rapports sociaux de sexe est prise en compte.

▲ MAÎTRISE

**T.D. 4 — MINEURE — OPTION : DU GROUPE FAMILIAL AUX RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE**

*Sujets et objets d’amour*

Annik HOUEL

« La composition de l’homme et de la femme montre alors qu’il existe dans le rapport au type de choix d’objet des différences fon-
damentales, bien qu’elles ne soient naturellement pas d’une régularité absolue. » (Freud, in Pour introduire le narcissisme). C’est sur l’étude de ces différences fondamentales dans le comportement amoureux que se base le séminaire. Une rétrospective historique permettra d’en appréhender les aspects culturels et l’étude de quelques textes pris dans la littérature d’en interroger les ressorts psychologiques, après un rappel des propositions freudiennes sur la question de l’amour.

**Université Paris 8**

▲ **DEUG-LICENCE**

*Initiation à la problématique de la différence sexuelle*

Nadia SETTI  
Lundi 11 h 30 - 14 h 00

Le travail et le questionnement autour de la différence sexuelle sont à l’œuvre depuis plusieurs années dans les cours et les séminaires de la filière des Études féminines. Cette UV propose une initiation à cette problématique pour permettre une approche de base aux étudiants qui abordent ce questionnement, ou souhaitent l’approfondir en vue d’un travail de maîtrise. Cette UV comprend :

- une introduction à la réflexion poétique ;
- une initiation à la lecture de la différence sexuelle conçue comme lecture des textes littéraires et philosophiques en tant qu’inscriptions de la différence sexuelle.

Un accent particulier sera mis sur ce dernier aspect puisqu’une partie des cours fonctionnera en tant qu’atelier de lecture d’une série de textes ou extraits de textes contemporains.

▲ **DEUG-LICENCE**

*Femmes dans les mythes et les tragédies grecques*

Nadia SETTI  
Jeudi 14 h 00 - 16 h 30
Nous commençons dans ce cours l’étude d’une série de figures féminines qui sont nées dans les textes des origines, à savoir les mythes, pour ensuite être constamment évoquées et reprises à travers les siècles, de sorte que nous en trouvons des traces dans maintes œuvres littéraires.


Pourquoi cette tragédie et cette figure de femme attirent tant d’écritures, tant de réécritures ? Que nous raconte Phèdre ?

▲ DEUG-LICENCE

**Le couple mère-fille/mère-fils dans les œuvres de P.P. Pasolini et Elsa Morante**

Nadia SETTI
Lundi 14 h 00 - 16 h 30

P.P. Pasolini et Elsa Morante constituent deux figures clés de la littérature et de la culture italiennes. L’une comme l’autre se déta-chent par la singularité de leur écriture comme par la complexité de leurs choix et de leurs positions.

Deux figures reviennent avec insistance dans leurs textes : la mère et la fille/ou le fils. Il s’agit pour Pasolini de la mère du poète crucifié et puis des « ragazzi di vita », tandis que pour Elsa Morante la mère est d’abord la figure adorée détestée par la fille-narratrice du premier roman Mensonge et sortilège et puis la jeune mère adolescente de L’île d’Arthur, le couple mère-fils au milieu de la tragédie de la guerre dans La storia, jusqu’à l’apothéose dramatique d’Ara Coeli. Tandis que les ragazzini (les gamins) sont les héros du recueil de poèmes Il mondo salvato dai ragazzini.

Il nous semble intéressant d’interroger en parallèle ces œuvres pour en faire apparaître les convergences et les écarts. Nous examinerons de quelle façon ces figures évoluent dans les deux œuvres, quel est leur rapport avec l’auteur, le je poétique ou l’instance de la narration, comment la question de la différence sexuelle y surgit, quelles sont les réponses apportées par les deux auteurs.
BIBLIOGRAPHIE :
P.P. Pasolini : Poésies, Mamma Roma (film), La ricotta (film).
Elsa Morante : Mensonge et sortilège, L’île d’Arthur, La storia, Ara coeli, Il mondo salvato dai ragazzini (poèmes).

▲ DEUG-LICENCE

**Féminisme et écritures**

Nadia SETTI
Vendredi 11 h 30 - 14 h 00

De quelle façon les mouvements des femmes en Italie ont laissé et continuent à susciter des questionnements dans l’écriture et dans la réflexion des femmes écrivaines ? Comment vivent-elles cette histoire ? Comment l’histoire des femmes vit dans l’écriture et par l’écriture ? Histoire individuelle ou collective ? Histoire d’une génération ou de plusieurs ? De quelle façon la recherche des origines s’articule avec la construction de l’histoire des femmes ?

Je propose la lecture en parallèle de trois romans d’écrivaines italiennes qui sera accompagnée par l’analyse d’un essai de Luisa Muraro, une des représentantes de la pensée de la différence sexuelle en Italie :

Dacia Maraini, La lunga storia di Marianna Ucria.
Suzanna Tamaro, Va’ dove ti porta il cuore.
Mariella di Lascia, Passaggio in ombra.
Luisa Muraro, L’ordine simbolico della madre.

▲ DEUG-LICENCE

**Le théâtre du sujet**

Nadia SETTI
Vendredi 14 h 00 - 16 h 30

La question « qui suis-je ? » marque tout mouvement du sujet en train de se constituer ; elle interroge aussi bien toute appartenance de sexe, de corps, de pays. Soulever ce questionnement signifie nous interroger sur la différence sexuelle telle qu’elle se joue dans les innombrables scènes du théâtre intérieur. Ainsi nous passons de la démultiplication du « moi » du Loup des steppes de H. Hesse, aux jeux de travestissement de Comme il vous plaira de Shakespeare, pour
aboutir aux inquiétantes questions sur la vérité du sujet posées dans la pièce de Pirandello Ciascuno a suo modo (Chacun à sa façon).

▲ S MINAIRE DEA ‘ TUDES F MINISTES ’
(BI-CODÉ AVEC LA MAÎTRISE DE SOCIOLOGIE)
Questions à propos de Simone de Beauvoir
Françoise DUROUX
Samedi 11 h 30 - 14 h 00

« Le deuxième sexe » a constitué le texte de référence du féminisme américain des années 60. Il a fait retour en France où Simone de Beauvoir est devenue la figure emblématique du féminisme. Revenir sur le texte, son contenu et ses périgrinations, revenir sur le personnage et ses ambiguïtés paraît aujourd’hui nécessaire : mise au point théorique et historique sur une œuvre multiple qui mérite autre chose que des hagiographies.

BIBLIOGRAPHIE INITIALE :
S. de Beauvoir, Le deuxième sexe, Les mandarins, L’invitée, Mémoires d’une jeune fille rangée.
S. Lilar, Le malentendu du deuxième sexe.
B. Lamblin, Mémoires d’une jeune fille dérangée.
T. Moi, Simone de Beauvoir. Conflits d’une intellectuelle.
P. Nizan, La conspiration.

▲ S MINAIRE INTERDISCIPLINAIRE ‘ RAPPORTS DE SEXES ’
1996-1997
Démocratie, citoyenneté
F. DUROUX, Y. RIPA, M. RIOT-SARCEY, M. SPENSKY, E. VARIKAS, M. ZANCARINI
Samedi 10 h 00 - 12 h 30.

A l’intersection de plusieurs disciplines (histoire, philosophie, sciences politiques, sociologie – par ordre alphabétique), nous tenterons de mettre en commun nos compétences pour aborder quelques questions qui se trouvent à l’ordre du jour de la construction européenne, du mouvement des femmes et de la définition du politique.
Nous avons retenu quelques thèmes (les bibliographies et les précisions sur les interventions seront données ultérieurement) :
• Point théorique sur la notion de citoyenneté.
• Histoire du suffrage.
• Démocratie et/ou démocratie exclusive.
• L’avenir des femmes dans les luttes de libération nationale (Résistance, Algérie, Amérique Latine...).
• La voix des femmes dans le débat démocratique (approche littéraire).

Université Paris 8 Vincennes à Saint-Denis
(Dates à préciser, se reporter aux brochures du DEA Etudes féminines et aux brochures des départements sus-mentionnés).

▲ S MINAIRE 1996-1997

Essais de zèles II – Zèles de famille
Hélène CIXOUS
Samedi 9 h 30 - 15 h 30

Entre mère et fille, entre fils et père, entre mère et fils, l’amour fait différemment rage, et s’étonne : l’amour c’est donc cette fureur, cette jalousie, ce reproche. Nous nous aventurerons dans ces scènes familières et toujours énigmatiques, qui ne peuvent être confondues en une seule musique. Nous vivons aveuglément ces liens de famille qui nous tiennent à la longe, qui font de l’attachement un bonheur tordu, et qui nous promènent dans l’obscurité de l’inconscient.

Comment penser l’hostilité unissante qui ne peut se glisser qu’entre mère et fille ? Ou l’éloignement par amour qui élargit l’enfant ?

Encore à notre époque où la maternité a rejoint la paternité comme « fiction légale », c’est « la mère » que l’on cherche, c’est à la mère qu’on en a. On la veut – toute, ou morte. Entre vouloir et en vouloir, une inéluctable et cruelle conséquence. La mère, toute la vie on ne pense qu’à elle…

Et qu’en pense « la mère » qui sait bien qu’elle l’est et ne l’est pas ?

« Comme s’il n’y avait qu’une seule mère » chante Rilke, évoquant la mère adorée dans le cœur des soldats. Tous en rêve la veulent simplifiée, réduite à l’image et à la bonté.
Mais qu’est-ce que cet « amor matris » – « génitif objectif et subjectif, peut-être la seule chose vraie de la vie » dont parle le Stephen de James Joyce, – la seule chose vraie, dit-il, mais en latin. Et qu’est-ce que la bonté ? Sinon la dureté de qui sauve. L’ablation de soi-même. La nécessaire « méchanceté » simulée de la bonne mère.

Mais qui appellerons-nous mère ? Sinon la figure vivante qui se tient au lieu dangereux de la donation-de-vie ? Sinon le lieu impassible et menacé. Gare. Toute personne reconnue pour « mère » – donc accusée de l’être – sera condamnée aux dépens.

Ambivalence structurelle des animaux trop humains que nous sommes. S’il n’y avait pas l’âne pour Abraham ou telle chatte, ou chien, nous n’aurions jamais pu goûter l’amour sans déguster.

▲ S MINAIRE MAÎTRISE-DEA

Poésie et pauvreté
Anne-Emmanuelle BERGER
Mardi ou jeudi 11 h 30 - 13 h 30

Des Pauvres gens au « pauvre Lélian » (Verlaine), du mendiant de Hugo à celui de Rimbaud en passant par les chiffonniers de Baudelaire, la poésie du XIXe siècle fait sienne la complainte du Pauvre. Mais la pauvreté n’est pas seulement un thème et un fait d’époque que la poésie, marquant sa rencontre avec le siècle, privilégierait. Et d’abord, pourquoi ce privilège et sous quelles formes ? Amour, enseignait Diotima à Socrate (Le Banquet) est enfant d’Abondance (le père dans le texte grec) et de Pauvreté (la mère). La poésie à sa manière aussi.

BIBLIOGRAPHIE S LECTIVE :

• Oeuvres étudiées : Hugo, La Légende des siècles ; Baudelaire, Les Fleurs du mal, Petits poèmes en prose (Le Spleen de Paris) ; Rimbaud, Poésies, Une Saison en enfer ; Verlaine, Les Poètes maudits.

• Ouvrages critiques : Adorno, Théorie esthétique ; Blanchot, La part du feu ; W. Benjamin, Charles Baudelaire, un poète lyrique à l’apogée du capitalisme ; Heidegger, « Pourquoi des poètes ? »
1er SEMESTRE
▲ DOCTORAT ‘ TEXTE, IMAGINAIRE, SOCIÉTÉ’

Cours théorique :

_Narratologie et lectures de la différence sexuelle (II)_
Mireille CALLE-GRUBER

Poursuivant, au moyen d’un nouveau corpus, la réflexion déjà engagée au semestre précédent, nous explorerons l’articulation entre la rigueur d’une formalisation du discours du récit d’une part, et d’autre part la mise en jeu des pratiques littéraires qui donnent à lire la différence sexuelle et le différentiel textuel. Car si le développement de la narratologie a constitué une prise de conscience des fonctionnements du récit dont il s’agit de préserver les acquis, il est temps, non moins, de se mettre à l’écoute de la pluralité des discours du récit ainsi que de la spécificité des pratiques d’écrivain et de leurs inventions d’écritures.

**ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE :**
Aristote, _La Poétique_ ; Platon, _Timée, Cratyle_ ; Longinus, _Du Sublime_ ; Fontanier, _Les Figures du discours_ ; Pouillon, _Temps et roman, Théorie de la littérature (formalistes russes)_ ; Genette, _Figures I, II, III, Nouveau discours du récit_ ; Cixous-Clément, _La jeune née, Lectures de la différence sexuelle I, II (collectifs)_ ; Derrida, _Khora, Parages, Du féminin (collectif)_ ; Préfaces de James, _Conrad, Woolf_ ; Cixous, _La venue à l’écriture, La fiancée juive_.

Séminaire :

_Inscriptions du désir dans les scènes de l’art_
Mireille CALLE-GRUBER

A ce qui récemment, lors d’une exposition, s’intitulait « Le sexe de l’art », nous opposerons des lectures d’œuvres d’art qui mettent en jeu « cet obscur objet du désir… » C’est dire que nous considérerons les pratiques artistiques comme la scène de l’événement tensionnel des matières en leurs manières, et de l’événement des différences qui les travaillent et nous interpellent, notamment la différence sexuelle. Où l’on constatera que ces inscriptions du désir, loin d’être thématiques, engagent le processus structurel d’un désir d’art.
CORPUS TUDI :
• Films : Bunuel, Cet obscur objet du désir ; Duras, Son nom de Venise dans Calcutta désert ; Ackerman (selon les œuvres disponibles).
• Peinture : certains tableaux de Max Ernst, Magritte, Picasso, Frida Khalo.
• Sculpture : Moore, Dubuffet.
• Installations : de Louise Bourgeois.
• Architecture : de Gaudi.
• Eléments de bibliographie : Heidegger, L’Origine de l’œuvre d’art ; Derrida, La Vérité en peinture ; Didi-Huberman, Ce que nous voyons, Ce qui nous regarde ; Marin, Des pouvoirs de l’image.

Paris 8 et Paris 12

2e SEMESTRE
▲ S MINAIRE DEA ‘ TUDE DES SOCI T S ANGLOPHONES ”
Approche interdisciplinaire des rapports hommes/femmes dans le monde anglophone : outils et concepts
Martine SPENSKY (civilisation britannique) et Judith EZEKIEL (civilisation américaine)
Jeudi 14 h 00 à 16 h 30 – Université de Paris 8

La civilisation est, par définition, interdisciplinaire. Dans les pays que nous étudions, les études sur le « genre », également interdisciplinaires, réinterrogent les divers champs du savoir. Ce séminaire se propose donc de familiariser les étudiant-e-s avec les outils et concepts développés par ces recherches. Ceci leur permettra de prendre conscience d’une dimension longtemps ignorée, en France, et, ainsi, de mieux appréhender la complexité de la société.

2e SEMESTRE
▲ UV CIVILISATION BRITANNIQUE
Naissance de la pensée féministe anglaise : XVIIe-XIXe s.
Martine SPENSKY
Mardi 9 h 30 - 11 h 30 – Université de Paris 8
Il semble bien qu’avant la Révolution anglaise, le pouvoir politique – c’est-à-dire le pouvoir des rois sur leur peuple – de même que le pouvoir marital – celui des maris sur leur femme – aient été largement considérés comme provenant de la même source, à savoir la volonté divine. La remise en cause du droit divin a permis de se poser la question de la légitimité du pouvoir des hommes sur les femmes. Nous étudierons l’histoire de cette pensée contestataire, ainsi que les conditions de sa production, des révolutions anglaises, à la fin de la guerre de 1914-1918, date à laquelle certaines femmes privilégiées obtinrent le droit de vote. Une bibliographie commentée sera proposée au début du cours.

Université de
Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines
Centre d’histoire culturelle

BILAN DU 1er SEMESTRE 1995
▲ S MINAIRE DE RECHERCHE EN TUDES F MINISTES
Rapports sociaux de sexe dans le champ culturel français.
Pratiques et représentations
Odile KRAKOVITCH (conservateur aux Archives nationales) et Geneviève SELLIER (professeur agrégée)
Un vendredi par mois de 18 h 00 à 20 h 00 – La Maison des sciences de l’homme – 54, bd Raspail 75006 Paris – Salle 214 ou 215.

Pendant cette première phase de mise en route du séminaire, les participant-e-s ont tenté, à partir de leurs champs historiques et culturels respectifs, de poser des problématiques et des méthodologies.

— Eliane Viennot a montré l’importance de l’approche historiographique et du retour aux sources pour les études féministes, à travers l’exemple de l’œuvre de Marguerite de Valois, première mémorialiste femme, grand succès de librairie jusqu’au XVIIIe siècle et littéralement expulsée de la scène littéraire par la critique du XIXe siècle.

— Danielle Haase-Dubosc a contrasté les pratiques discursives d’un projet de société mixte au XVIIe siècle, autour de Madeleine de
Scudéry, et celles d’un projet de société masculine, avec l’Académie française et Nicolas Boileau, qui exclut les femmes du champ de la culture au nom de l’absolutisme royal.

— Marie-Jo Bonnet a montré comment l’Académie des Beaux-Arts se fonde au XVIIe siècle sur une quasi-exclusion des femmes, confinées dans les genres mineurs, exclusion reconduite par les institutions artistiques créées par la Révolution, dans une imbrication étroite du culturel et du politique.

— Odile Krakovitch a mis en lumière les difficultés sociales et symboliques d’une femme écrivain au XIXe siècle – George Sand – à s’inscrire dans le monde masculin du théâtre, illustré par la grivoiserie cynique de Labiche.


— Geneviève Sellier a montré la persantine amnésie dont souffre Jacqueline Audry, unique femme cinéaste des années 50, et sa stratégie de ruse dans un milieu exclusivement masculin. La relecture de son œuvre permet une nouvelle approche du cinéma violemment misogynie de l’époque.

— Noël Burch a proposé une analyse de la cinéphilie française comme un mode de pensée spécifiquement masculin, marqué par l’abstraction, le fétichisme et l’esthétique formaliste, et les effets appauvrissants de cette approche qui domine les études de cinéma en France.

— Mathilde Ferrer a proposé un bref historique des pratiques féministes dans le champ des arts plastiques occidentaux en soulignant le refus français d’initiatives collectives, qui explique le maintien de structures sexistes dans les institutions et l’absence de lieux de théorisation sur la production des femmes artistes.

— Christine Planté et Marcelle Marini ont insisté sur la nécessité d’étudier les rapports sociaux et culturels de sexe et non pas seulement les œuvres de femmes ou les représentations. M. Marini a souligné le caractère conflictuel des rapports de domination de sexe dans la culture. Ch. Planté a analysé la transmission de la culture par l’institution scolaire et universitaire, plus masculino-centrée que la pro-
duction elle-même, et la difficulté des femmes créatrices à se trouver des « ancêtres », des « modèles » autres que masculins.
— L’ensemble des contributions a fait apparaître l’importance de l’articulation entre la dimension sociologique et la dimension symbolique de l’exclusion des femmes de la culture. Les cinq premières séances du séminaire se sont déroulées devant une assistance de 20 à 30 personnes, et les interventions ont donné lieu à des débats animés.

▲ S MINAIRES DE RECHERCHES EN TUDES F MINISTES 1995-1996

• « Des mystères de la nature aux mystères de Lesbos », philosophie des Lumières et libertinage au XVIIIe siècle, Marie-Jo Bonnet.
13 octobre 1995
• L’intervention des femmes sur la scène culturelle à la Renaissance (1450-1610), Eliane Viennot.
17 novembre 1995
• Mise en scène du libertinage dans les films de Sacha Guitry, Geneviève Sellier.
12 janvier 1996
• Malraux et l’érotisme (à propos de D.H. Lawrence), Anne-Lise Maugue.
9 février 1996
• Deux figures de « mégère à apprivoiser » du cinéma classique : Edwige Feuillère et Katherine Hepburn, Noël Burch.
4 avril 1996
• Les femmes écrivains et la séduction au XIXe siècle, Evelyne Resnick.
10 mai 1996
24 mai 1996
• Haine des femmes et libertinage dans le théâtre du Second Empire, Odile Krakovitch
7 juin 1996
Ce séminaire sera transformé à la rentrée 1997 en séminaire de DEA interdisciplinaire.
**Université de Genève**  
AVEC LA COLLABORATION DE L’  
**Université de Lausanne**  

1996-1997  
▲ **DIPL ME D **TUDES SUP RIEURES PLURIFACULTAIRE  
° TUDES FEMMES / TUDES GENRE ”

**Les Etudes Femmes dans l’arc lémanique**

Durée : 1 an  
Conditions d’admission : Sur dossier. Etre titulaire d’une licence universitaire ou d’un titre jugé équivalent.  
Programme : Cinq modules de 28 heures chacun à choisir dans une liste d’une douzaine. Un atelier interdisciplinaire obligatoire. La rédaction d’un mémoire original.  
Renseignements : Josette COENEN-HUTHER – Coordinatrice du diplôme Etudes Femmes / Etudes Genre – Bureau 205, UNIDUFOR, 1211 Genève 4 – Tél. +41 22 705.72.58 – Fax +320.29.27  
E-mail <coenen@ibm.unige.ch>  
Délai d’inscription : 31 juillet 1996.

**Centro Rosarino de Estudios**  
**Interdisciplinarios sobre la Mujer**  
**CREIM (ex-CEHM)**

Facultad de Humanidades y Artes – Universidad Nacional de Rosario –  
Entre Rios 758, 2000 Rosario, Argentina – TE (041) 215113.  

Niveles: Docencia, Investigación, Dirección de proyectos, Extensión al medio.

Actividades que desarrollan:
• Proyectos grupales e individuales de investigación sobre el Género.
• Docencia universitaria en el marco de la primera maestría interdisciplinaria sobre la problemática del Género.
• Publicación de la revista Zona Franca.
• Organización de eventos, jornadas, seminarios y charlas.
• Organización de la biblioteca especializada en bibliografía sobre el Género en la ciudad de Rosario.

— RAPPEL —

Université Paris 7 / CEDREF

▲ S MINAIRE DEA SOCI T S OCCIDENTALES. ° TEMPS, ESPACES, CIVILISATIONS °

Approches féministes dans différents champs disciplinaires

Genre et ethnicité, le multiculturalisme.
Le « politiquement correct » : approches internationales

Responsable: Claude ZAIDMAN
Lundi 18 h - 20 h – Université Paris 7 – Couloir 34-44, 3e étage, salle 313.

SÉANCES RÉCENTES:

• Abusées/désabusées ? Le féminisme entre tribunaux et thérapie

Liliane KANDEL (psycho-sociologie, Université Denis-Diderot) et Gail PHETERSON (psychologie, CEDREF)
6 mai 1996
• **Femmes, intégrismes et intégrations**
Nicole-Claude MATHIEU (anthropologie, EHESS)
20 mai 1996

• **Regards croisés, féminismes hexagonaux et féminismes indiens**
Danièle HAASE-DUBOSC (histoire, directrice de Columbia University à Paris) et Marcelle MARINI (littérature, CEDREF)
3 juin 1996

GEDISST / CNRS-UPR 266

▲ S MINAIRE DE RECHERCHE 1995-1996

*A propos du pouvoir et du travail : contradictions et ruptures*
Responsables : Erika APFELBAUM, Marie-France CRISTOFARI, Sabine FORTINO et Jacqueline HEINEN

• **Produire et consommer : discours et pratiques de classes sur la consommation au début du siècle**
Hélène CHENUT (historienne, Holy Cross College, Worcester, USA)
Discutante : Monique PEYRIÈRE (historienne, Université d’Evry)
Mardi 12 décembre 1995

• **Travail et citoyenneté : un enjeu sexué, hier et aujourd’hui**
Anne-Marie DAUNE-RICHARD (sociologue, LEST-CNRS)
Discutante : Geneviève FRAISSE (philosophe, « Philosophie politique, économique et sociale », CNRS)
Lundi 29 janvier 1996

• **Hommes, travail et événement**
Philippe ZARIFIAN (sociologue, LATTs-Ecole des Ponts et Chaussées)
Discutante : Béatrice APPAY (sociologue, GEDISST-CNRS)
Lundi 26 février 1996

• **Pouvoir et violence. L’opposition entre Arendt et Weber : ses implications sur la conception du rapport « pouvoir et travail »**
Alain COTTEREAU (sociologue, CNRS-CEMS, EHESS)
Discutante : Danièle KERGOAT (sociologue, GEDISST-CNRS)
Lundi 1er avril 1996

• **Principes et enjeux de la parité**
Eleni VARIKAS (historienne, Université de Paris 8), Eliane VOGEL-POLSKY (juriste, Université libre de Bruxelles)
Discutantes : Erika APFELBAUM (psychosociologue, GEDISST-CNRS),
Gail PHETERSON (psychosociologue, maître de conférences invitée,
Université de Lyon 2), et d’autres à préciser.
Lundi 13 mai 1996

• **Employé(e)s du privé, employé(e)s du public :**
  **archétypes des paradoxes actuels de la division sexuelle du travail ?**
Philippe ALONSO (sociologue, IRESCO-Université de Nantes), Sabine FORTINO (sociologue, GEDISST-CNRS)
Discutant : Claude DUBAR (sociologue, PRINTEMPS-Université de Saint-Quentin en Yvelines)
Lundi 24 juin 1996

— PARUTIONS —

**ERASMUS**

*Erasmus Report : Women’s Studies in Europe*

An assessment of Women’s Studies activities, achievements, and needs of institutions which are cooperating transnationally in the subject area of Women’s Studies within 16 Inter-University Cooperation Programmes, 1991-1995. This report is part of the evaluation of Women’s Studies activities in Europe for the SIGMA network and Directorate General DG XXII (Education, Training and Youth) of the Commission of the European Union.

Contents :
Introduction
Chapter I :
• Women’s Studies ICP’s : What has been achieved ?
The European dimension of Women’s Studies
Interdisciplinary Women’s Studies
Activities
Institutions
Recognition
Curriculum integration

Chapter II:
• Problems in Women’s Studies ICP’s
• Conclusion
• Annexes

SIGMA

Synthesis Report: Women’s Studies in Europe

Final report of the evaluation of Women’s Studies activities in Europe for the SIGMA network and Directorate General DG XXII (Education, Training and Youth) of the Commission of the European Union.

Contents:
• Introduction
• Aims of this report
• Towards a working definition of the field
• Development of Women’s Studies
• Relevance of Women’s Studies to European integration
• Joint curriculum development
• Teachers
• Students
• Research on education
• Virtual mobility
• Information
Collectif national
pour les droits des femmes

Préparation des Assises nationales : état des lieux,
revendications, actions et participation de l’ANEF


Les commissions sont :
• Droit de choisir, rebaptisée « Elles choisissent » (avortement, contraception, information sexuelle, sexualité, maîtrise de la fécondité,
bio-éthique, politique nataliste, choix sexuels, choix du modèle familial, politique familiale).

• Droit au travail (emploi, chômage, conditions de travail, égalité professionnelle, loi, jurisprudence, actions syndicales, précarité, flexibilité, temps de travail, aménagement du temps de travail, tâches familiales et droit au travail, formation).

• Violences (harcèlement sexuel, viol, femmes battues).

• Pauvreté, précarité, immigration.

• Femmes dans la vie publique (partis, syndicats, associations, institutions).

• Citoyenneté (intégrisme, laïcité, famille, contre la remontée de l’ordre moral, immigration).

• International (Méditerranée, Europe, Nord-Sud).

• Une commission ad hoc « Famille » en contrepoint de la Conférence gouvernementale.

Chacune s’est dotée d’un secrétariat qui a établi un calendrier et des axes de travail. Toutes ont tenu des réunions de travail en mai et juin, dont le compte rendu sera fait dans une première réunion nationale des commissions : à Paris, les 29 et 30 juin 1996.

Une seconde réunion nationale des commissions aura lieu les 5 et 6 octobre 1996.


Ont également participé aux journées de mars des représentants de : Alliance juridique des femmes, APIAF Toulouse, CCE Inter CE
Bull, Du côté des femmes-Cergy, Elles sont pour, Emploi et formation professionnelle des femmes, En Féminie-Malzeville, Jeunes Femmes, Ciné Femmes, CFDT (Fleury), Société Générale-La Défense, Fédération anarchiste, Grain de sel, Groupe libres-penseurs Commune de Paris, Halte-Aide femmes battues, Pluri-elles Algérie, Réseau Solidarité avec les femmes algériennes, Turbulences-77, et de nombreux collectifs unitaires (33, 94, 18e, Bordeaux, Clermont, Fleury-Mérogis, Lille, Massy, Poitiers, Reims, Rouen... et le Collectif de Tours contre la venue du Pape (voir son appel dans la rubrique « Documents »).

La Coordination féministe, partie prenante du Collectif unitaire, a décidé de tenir une réunion de bilan de la participation féministe à cette préparation – afin de confronter les analyses et les points de vue féministes sur les questions mises au programme des assises et d’insister sur les questions qui risqueraient d’être « oubliées » dans le cadre unitaire –, le jeudi 20 juin 1996 à 19 h 30 à la Maison des femmes – 8, cité Prost 75011 Paris.

Dans chacune des commissions la participation de chercheuses est vivement attendue. Elles sont rares à y participer effectivement, même si elles apportent ponctuellement leur concours lorsqu’elles sont personnellement sollicitées. Il s’agit pourtant d’une occasion extrêmement intéressante de confronter notre travail de recherche avec ce qu’on a appelé « la demande sociale », et celle-ci se fait pressante. C’est l’occasion de donner à nos travaux des débouchés, une influence concrète.

Les délais de fabrication du Bulletin de l’ANEF empêchent que celui-ci soit un instrument assez rapide d’information. Celles qui souhaitent recevoir le bulletin d’information du Collectif des droits des femmes (tous les 15 jours environ) peuvent le demander (c/o CADAC – 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris – Fax 43 56 36 48 ou 43 72 15 77 – Tél. 43 56 36 44. Une cotisation individuelle au bulletin sera sans doute demandée). Elles peuvent aussi demander un contact avec l’une ou l’autre des commissions auprès du secrétariat qui tient une permanence quotidienne à la CADAC.

Le bulletin doit toujours, et de plus en plus, être un moyen d’échange d’informations et le support des débats entre les membres de l’association. Il attend vos contributions.
ENWS/REEF

European Network for Women’s Studies / Réseau Européen d’Études sur les Femmes

MEMBERSHIP APPLICATION FORM ENWS

Researchers on Women’s/Gender Studies as well as universities, institutions and other organisations doing research on Women’s/Gender Studies are eligible to join the ENWS if they meet the following criteria:

• have established expertise in Women’s/Gender Studies Research and/or a demonstrable interest in the field of Women’s/Gender Studies in the framework of gender and human rights;
• a sufficient budget to operate effectively;
• be at university level;
• (an institution :) university level and recognised as such by an international governmental body.

Researchers and/or research institutions who do not meet these criteria or do not belong to a Member State of the Council of Europe may obtain the status of Observer.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Name</th>
<th>Address</th>
<th>Telephone (Work)</th>
<th>(Home)</th>
<th>Fax (Work)</th>
<th>(Home)</th>
<th>E-mail</th>
<th>Academic degree(s)</th>
<th>Discipline</th>
<th>Research area(s)</th>
</tr>
</thead>
</table>

Recent publications (please detail overleaf)

Membership dues: (please make cheque payable to ENWS)

- Individual: IR £20 / Stg £20 / US $30
- Organisation: IR £33 / Stg £33 / US $50

Dues exemption requested (for members residing in countries with currency differentials)

Recent publications

Further comments

Please detach and return this form and appropriate fee to:
Réseau thématique sous SOCRATES

Annonce de la création d’une Association européenne des établissements supérieurs d’enseignement et de recherche en études féministes

RAPPEL DES ÉTAPES PRÉCÉDENTES.... (il faut suivre !)

▲ L’évaluation européenne des études féministes (cf. le Bulletin n° 20).

Comme nous l’avons rappelé lors de l’A.G. de l’ANEF du 31 mai 1996, une évaluation des études féministes en Europe a été conduite au cours de l’année universitaire 1994-95. Sous la responsabilité du département d’études féministes de l’Université d’Utrecht, un comité scientifique comportant une représentante de chaque pays membre de l’Union européenne a travaillé dans le cadre du réseau SIGMA pour le compte de la DG XXII de la Commission européenne, dans l’objectif de préparer la mise en place du programme SOCRATES qui, à partir de 1997, doit regrouper l’ensemble des programmes d’échange européen existants (ERASMUS, TEMPUS, LINGUA, etc.). Cette évaluation s’est faite sur la base des champs disciplinaires, dont 16 ont été désignés par la Commission européenne : (ex : Droit, Chimie, Architecture, Média et Communication, Langues étrangères... et « Women’s Studies »). Pour chaque champ disciplinaire, le comité scientifique fut chargé de :

I) rédiger un rapport par pays (en langue anglaise et française) sur : a) le système d’enseignement supérieur national, b) l’état de développement de son champ disciplinaire au sein de ce système, c) l’expérience des programmes d’échange européen, d) les recommandations spécifiques dans le cadre du programme SOCRATES ;

II) rédiger un rapport sur les échanges ERASMUS existants dans le champ disciplinaire ;

III) organiser un colloque international de restitution des résultats des travaux du Comité scientifique aux responsables de SIGMA, de SOCRATES (DG XXII) et aux membres de la communauté scientifique européenne concernée.
Pour le champ des « Women’s Studies », le colloque s’est tenu du 15 au 16 juin 1995 à Coimbra (Portugal) et a réuni plus de 250 femmes européennes, ainsi que les responsables du réseau SIGMA et de la DG XXII de la Commission européenne. Les rapports nationaux et le rapport ERASMUS ont alors été remis à la DG XXII (les rapports Erasmus et Women’s Studies peuvent être obtenus gratuitement auprès de l’Office for Official Publications of the European Communities, L-2985 Luxembourg).

▲ La création d’une association des établissements supérieurs d’enseignement et de recherche en études féministes : un premier pas vers la mise en place d’un réseau thématique sous SOCRATES

Afin d’assurer la mise en application des recommandations formulées par le comité scientifique des Études féministes lors de l’évaluation SIGMA, il est nécessaire de mettre en place une association européenne des établissements universitaires d’études féministes dans le cadre du programme SOCRATES.

L’objectif de cette association consisterait à coordonner la mise en place d’un réseau thématique « Études féministes/études sur les femmes ». Selon les recommandations des responsables de la DG XXII, la création d’une telle association constitue une condition sine qua non de la reconnaissance d’un réseau thématique dans un champ disciplinaire donné.

Cette association se distinguerait des réseaux européens existants (WISE, ENWS, etc.) dans la mesure où il s’agit de constituer une structure institutionnelle qui permet de fédérer les établissements d’enseignement supérieur autour d’un thème de collaboration commun. Une telle association constitueraient essentiellement une structure de gestion, des financements européens et agira également comme un carrefour de rencontres et d’échanges, ainsi que comme groupe de pression auprès de la DG XXII pour la prise en compte des recherches féministes lors de l’élaboration des politiques de recherche de la Commission (ex. : le programme TSER 4). Cette association sera ouverte à toutes les institutions d’enseignement supérieur européens sous deux conditions : a) l’obtention de l’accord du président de l’uni-
versité pour la participation de l’établissement à un réseau thématique « Études féministes/études sur les femmes » ; b) le versement des cotisations d’adhésion à l’association.

Le département d’études féministes à l’Université d’Utrecht a obtenu une bourse de la DG XXII pour la mise en place d’une association au cours de l’année universitaire 1995-96. Ces fonds ont permis deux types d’activités.

a) L’organisation d’une réunion de travail avec des membres du comité scientifique SIGMA, ainsi que d’autres structures ayant de l’expérience dans le cadre des collaborations européennes en études féministes (WISE, ENWS, Nordic Institute, etc.) afin de préparer les statuts de l’association et de discuter des orientations générales du réseau thématique. Cette réunion s’est tenue à Utrecht du 13 au 14 mai 1996.

b) L’organisation d’une conférence internationale de lancement de l’association qui sera consacrée à la préparation du projet de réseau thématique « Études féministes » sous SOCRATES. Cette conférence se tiendra du 29 novembre au 1er décembre 1996 à l’Université de Limerick en Irlande. La remise d’une expression d’intérêt (2 pages) pour un projet de réseau thématique à la DG XXII aura lieu en janvier 1997, le projet définitif sera remis deux mois plus tard.

Compte rendu de la réunion de préparation de l’Association européenne des établissements universitaires d’études féministes
(Utrecht, 13-14 mai 1996)

Afin de dissiper toute ambiguïté à propos de la création d’une nième association européenne, nous avons décidé d’expliciter le caractère institutionnel de cette structure dans l’intitulé de l’association. Sur la proposition de Dearbhal Ni Charthaigh (qui nous a fourni une bonne occasion de « brainstorming » collectif !), nous nous sommes mises d’accord sur : Association of Organisations and Institutions in Feminist Education in Europe
AOIFE — ce qui est un prénom féminin gaélique qui se prononce « Eefa » ! Le sigle a au moins le mérite de fonctionner (à peu près) en anglais et en français et de marquer la spécificité institutionnelle de l’association par rapport à WISE et ENWS.

À l’issue de la réunion d’Utrecht, un comité intérimaire a été élu. Ce dernier est composé de : Margarita BIRRIEL (Audem, Espagne) – Rosi BRAIDOTTI (NOIQSE, Pays-Bas) – Diana CARMINATI (CIRSDe, Italie) – Frida EEG-HENRIKSEN (Nordic Institut, Norvège) – Eva ERICSSON (Suède) – Jalna HANMER (WS Network UK, Royaume-Uni) – Dearbhal NI CARTHAIGH (Irlande) – Christine RAMMRATH (NOIQSE coordination, Pays-Bas)

Ce comité est chargé de la préparation des statuts de l’association et de l’organisation définitive de la Conférence de Limerick (lieu de lancement de l’association et de préparation du projet de réseau thématique). L’adhésion à l’association sera limitée aux établissements supérieurs d’enseignement et de recherche, aux associations européennes d’études féministes, aux associations professionnelles et aux organisations ayant un intérêt pour le thème des études féministes. Un droit d’adhésion d’environ 500 à 750 écus sera exigé de chaque institution adhérente.

Le Comité intérimaire est chargé de préparer un document de présentation de l’association dont nous pouvons nous servir lors du montage des dossiers de demande de soutien auprès de nos présidents d’université, mais si vous êtes intéressées par ce projet, vous pouvez d’ores et déjà le signaler auprès de la coordination d’Utrecht.

Compte rendu de la réunion de préparation de la Conférence de Limerick (Irlande, 29/11/1996-01/12/1996)

Il est important de souligner la nature de cette conférence. Il ne s’agit ni d’une manifestation scientifique en études féministes, ni d’un lieu d’échange sur des recherches féministes. L’objectif consiste plutôt à réunir des universitaires dont les établissements seront candidats à l’adhésion à l’AOIFE et qui souhaitent mettre en place des projets de collaboration européenne dans le cadre d’un éventuel réseau thématique dans le cadre du programme SOCRATES. Or, un réseau thé-
matique n’est pas un réseau de recherche, mais bien un réseau de collaboration sur des projets pédagogiques en études féministes. Les seuls activités de recherche qui peuvent être envisagées dans le cadre du réseau thématique sont celles qui s’inscrivent dans l’orientation de la DG XXII, à savoir les recherches touchant à l’éducation et à la formation en Europe.

Toutefois, afin d’augmenter l’intérêt de la conférence, nous avons prévu d’inviter un-e représentant-e de la DG XII qui sera chargé-e de nous présenter les différents programmes de recherche de la Commission européenne et de nous conseiller sur le montage des dossiers de réponse aux appels d’offre. Plusieurs ateliers auront lieu autour des projets de recherche pendant la dernière journée de la conférence – permettant d’entrer en contact avec des collègues européens qui travaillent sur des thèmes sur lesquels il est possible d’envisager une collaboration future.

Bien que le programme de la conférence ne soit pas encore définitivement arrêté, elle devrait s’organiser autour des points forts suivants :

- Vendredi 29 novembre
  14 h 00-18 h 00 : Assemblée générale de WISE.
  19 h 00-21 h 00 : Lancement de l’AOIFE, assemblée constitutive, adoption des statuts, élections du bureau et fête à l’irlandaise (avec la présence annoncée de la Présidente de l’Irlande, Mary Robinson).

- Samedi 30 novembre
  9 h 00-12 h 30 : Présentation du réseau thématique ATHENA

  Introduction : Rosi BRAIDOTTI (NOIQSE, Université d’Utrecht), Etora DEODATO (DG XXII)

  Débats + Questions
  14 h 00-16 h 00 : Ateliers du réseau thématique
  Ateliers de préparation des activités d’échange à proposer dans le cadre du projet de réseau thématique
16 h 00-18 h 00 : Compte rendu en séance plénière des rapporteurs de chaque atelier

- Dimanche 1er décembre
  9 h 00-10 h 00 : Présentation des programmes de recherche de la DG XII de la Commission européenne
  10 h 00-12 h 00 : Ateliers thématiques sur les projets de recherche à mettre en place en études féministes (rencontres avec des partenaires européens potentiels)
  14 h 00-16 h 00 : Conclusions et clôture de la conférence

▲ Le Comité intérimaire est également en train de préparer l’appel à participation à la conférence (droit d’inscription = environ 80 écus) qui sera distribué très prochainement.

Tout cela paraît peut-être relativement éloigné de nos préoccupations quotidiennes, mais il me semble que la reconnaissance institutionnelle des études féministes en France passera par notre capacité à démontrer le dynamisme et la légitimité de nos enseignements et de nos recherches auprès des instances européennes (nos universités ont tout intérêt à faire apparaître ce genre d’action dans leurs rapports au ministère). L’association, la conférence et le projet de réseau thématique s’inscrivent dans cette perspective et je crois qu’il est important pour nous (Françaises !) d’être présentes et de participer à ce genre d’initiative.

Nicky Le Feuvre

ADRESSES UTILES

POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLÉMENTAIRE

FRANCE

Nicky LE FEUVRE
Équipe SIMONE – Maison de la Recherche
Université de Toulouse-Le Mirail – 5, allées A. Machado – 31058
Toulouse cedex – France
Tel (33) 61 50 43 94 – Fax (33) 61 50 49 63
E-mail : lefeuvre@cict.fr
Réseaux

IRLANDE
Dearbhal NI CARTHAIGH
Centre for Studies in Gender and Education – University of Limerick
– Plassey – Limerick – Irlande
Tel (353) 61 20 26 30 – Fax (353) 61 20 25 72
E-mail : Dearbhal.nicarthaigh@ul.ie

PAYS-BAS
Coordination Évaluation Études Féministes en Europe
Rosi BRAINTOTTI et Christine RAMMRATH
Utrecht University – Department of Women’s Studies in the Arts –
Kromme Nieuwegracht 29 – 3512 HD Utrecht
Tel (31) 30 253 6013 – Fax (31) 30 253 6695
E-mail : rosi.braidotti@let.ruu.nl /christine.rammrath@let.ruu.nl

COMMISSION EUROPÉENNE
Bureau SOCRATES – Technical Assistance Office SOCRATES & Youth
– Montoyerstraat 70 – 1040 – Bruxelles
Tel (32) 2 233 01 11 – Fax (32) 2 233 01 50.

SOPHIA

SOPHIA – Rue du Méridien, 10 – 1210 Bruxelles
Tél. 02-229 38 69 – Fax 02-229 38 59

Sophia est un réseau qui se donne pour objectif de promouvoir
le développement des études, recherches et enseignements féministes
et sur les femmes en Belgique.

Sommaire :
Information / Goed om weten
Recherche / Onderzoek
Mémoires / Licentiaatsverhandelingen
Parutions / Publikaties
Revues / Tijdschriften
Agenda / Agenda
WISE
“Women’s Studies Information in Europe”

Compte rendu de la réunion WISE
Utrecht, 10-11 mai 1996

Cette rencontre sur la diffusion des informations sur les études féministes en Europe a réuni une quinzaine « d’expertes » pendant deux jours à Utrecht et à Amsterdam. À l’initiative de WISE, il s’agissait de réfléchir ensemble sur les possibilités de coordination de la production des informations sur les chercheuses et sur les recherches féministes en Europe.

En l’absence d’un financement autonome suffisant, cette réunion nous a donné l’occasion de discuter avec les représentantes des autres pays membres de l’Union européenne de l’avenir de la banque de données GRACE, dont l’Équipe Simone assure la coordination depuis le début de l’année 1996 (cf. le Bulletin n° 20). À l’unanimité des participantes, la poursuite du projet GRACE au-delà du contrat de bilan avec la DG V (le 1er juin 1996) a été décidée. Dans le cadre d’une équipe de travail composé de :

- Marjet DOUZE (IIAV, Pays-Bas, Coordinatrice)
- Antje LEHMANN (Corespondante GRACE pour l’Allemagne)
- Martha PEACH (Instituto Juan March, Espagne)
- Annette NIELSEN (KVINFO, Danemark)
- Nicky LE FEUVRE (GRACE, Toulouse)

Il a ainsi été possible d’amorcer un projet de relance de GRACE, en tirant avantage des avancées technologiques (notamment le réseau électronique) des toutes dernières années. Nous avons commencé à préparer des propositions pour GRACE II qui seront présentées à la Conférence de Limerick en novembre 1996. Il s’agit surtout de résoudre les problèmes les plus évidents de GRACE, à savoir : les délais de mise à jour des informations, la définition d’un Thesaurus européen spécifique aux études féministes, la définition d’un format compatible avec l’ensemble des systèmes informatiques et la mise en place des moyens fiables de diffusion des données. Avec les possi-
bilités offertes par le WWW et par de nouveaux logiciels comme SF-Gate (qui permet la consultation simultanée de plusieurs banques de données indépendantes les unes des autres), nous pensons être en mesure de proposer un outil de gestion et de diffusion de l’information fiable et efficace d’ici la fin de l’année. Nous envisageons la présentation d’une maquette de GRACE II sur le Web à Limerick.

Par ailleurs, chaque représentante nationale est venue à la réunion munie d’un rapport rédigé sur l’état des sources d’information sur les chercheuses et les recherches féministes dans son propre pays (dont la synthèse et la publication seront assurées par WISE). Ces documents nous ont permis de prendre conscience de l’hétérogénéité des situations nationales et de partir à la recherche nouveaux outils d’échange et de collaboration.

Sur la proposition de Marlise Mensink du Centre et Archives du Mouvement des Femmes (IIAV) à Amsterdam, nous avons retenu l’idée de la création d’un réseau d’information (Women’s Information Network Europe - WINE), dont l’objectif consisterait à coordonner et à promouvoir la collecte et le diffusion des informations en études/recherches féministes en Europe.

Il ne s’agit donc nullement de rajouter une nouvelle initiative aux multiples projets existants, mais bien de nous munir d’une structure de coordination des différentes sources d’information existantes ou à venir (ex. pour la France, les résultats de l’enquête en cours par le GEDISST). Ce projet devrait faire l’objet d’un atelier lors du la conférence de lancement du réseau thématique « Études féministes » sous SOCRATES, 29 novembre-1er décembre 1996, à Limerick (Irlande).

L’IIAV, qui publie déjà une International Newsletter on Women’s Information Services, se propose de coordonner ce projet, en collaboration avec les membres des deux groupes de travail – celui sur les chercheuses dont je viens de parler, et celui sur les projets de recherche, par le biais du réseau ECSSID (European Cooperation in Social Science Information and Documentation).

Nicky Le Feuvre
Équipe Simone
WINE
Women’s Information Network Europe

With this document the International Information Centre and Archives for the Women’s Movement of the Netherlands would like to take the initiative of establishing an European Network for Women’s Information Services in Europe.

Joining forces in such a network will facilitate the exchange of relevant European information on women for women’s informations services. The need for such a network was also already brought forward by a research conducted for the European Union in 1991 by
Marieke Kramer of the IIAV and Jytte Larsen of KVINFO in Denmark. In their conclusions and recommendations (« Resources for providing information and documentation in the field of equal treatment for men and women in the European Community », Amsterdam / Kopenhagen, September 1991, p. 60), we find:

« 10.2. – SITUATION AT EUROPEAN COMMUNITY LEVEL
The need to improve the exchange of information on women at European Community level has been reflected in a number of E.C. initiatives during the last three to five years, e.g. the Documentation Working Party and the recommendations of conferences on documentation and women’s studies. At the moment this need has only been partially fulfilled, mainly in the form of factual databanks in specialized subject fields. Several initiatives on the coordination of women’s documentation in the European Community have been taken, but have yet to result in functioning networks. »

▲

**General goals of the Women’s Information Network Europe**

- To be able to serve and safeguard the interests of the members of WINE, both individually and as a community.
- To be able to participate in European projects as a network.
- To co-ordinate developments in the field of women’s information services that will benefit all.
- To act as a focalpoint/mouthpiece for the European Union, for all experts involved in the field of women’s information services.

▲

**Structure**

- At least every memberstate of the EU appoints a contactperson to participate in WINE. All contactpersons try to have a meeting at least once a year. Exchange of information should take place preferable through an e-mail-discussionlist, and through an appendix in the International Newsletter for Women’s Information Services.
- As initiator, the IIAV is willing to co-ordinate the Women’s Information Network Europe.

May 10, 1996

Réseaux


58
**GRACE**

*Banque de données GRACE sur les études féministes :*

**Rappel de l’invitation à nous envoyer des informations**

Nous vous rappelons (cf. le Bulletin n° 20) que l’Équipe Simone (Université de Toulouse-Le Mirail) est en train de préparer la publication d’un Cahier GRACE sur « Les recherches féministes et les politiques européennes ».

Si vous souhaitez que vos travaux les plus récents (recherches, publications) sur les politiques européennes (ou sur d’autres thèmes susceptibles d’avoir un impact sur les politiques européennes) figurent dans le Cahier (qui connaîtra une large diffusion à travers l’Union européenne), il est encore temps de nous adresser (avant le 30 juin 1996) un CV complet comportant :  

- vos coordonnées personnelles et/ou professionnelles,
- vos thèmes de recherche,
- les références précises et complètes de vos publications les plus récentes (depuis 1990),
- un accord écrit pour faire figurer ces informations dans la banque de données GRACE.

**ADRESSE :**

Banque de données GRACE  
Équipe SIMONE  
Maison de la Recherche  
Université de Toulouse-Le Mirail – 5, allées A. Machado – 31058  
Toulouse cedex – France  
Tél (33) 61 50 43 94 – Fax (33) 61 50 49 63/64  
E-mail : grace@cict.fr

Merci d’avance à toutes celles qui prendront le temps de nous répondre.

Nicky Le Feuvre  
Équipe SIMONE
FRANCE

*Les femmes dans le monde des sciences, de l’ingéniérie et de l’industrie*

BRITISH COUNCIL – 9-11, rue de Constantine 75007 Paris – Tél. (1) 49 55 73 70 – Fax (1) 47 05 77 02
Vendredi 5 juillet 1996, de 9 h 00 à 18 h 00

*Le multimédia du point de vue des femmes*

LES PÉNÉLOPES – 3 bis, rue de la Défense 93100 Montreuil – Tél. 48 94 89 01 (Joëlle Palmiéri) 49 88 18 54 (Elsa Boulet) – Fax 49 88 18 49 – e-mail : inci@planete.net
Octobre 1996


Marita Liulia, artiste finlandaise, présentait quant à elle son CD-Rom « Ambitious Bitch », portrait temporel de la féminité en ce chan-
gement de millénaire. Cette œuvre multimédia a trouvé éditeur et est aujourd’hui disponible à la vente à la boutique du Louvre.

La République en questions

avec Catherine Kintzler
DIALOGUE DE FEMMES – 12, rue Georges-Berger
75017 Paris
Dimanche 22 septembre 1996 de 14 h 00 à 18 h 30,
à l’AEPP – 46, rue de Vaugirard 75006 Paris

Le mot « féminisme » est ambivalent. Il peut désigner une position qui consiste à défendre les droits et la puissance des femmes en tant qu’elles sont « des êtres sensibles et rationnels capables de former des idées morales » (Condorcet), et des sujets de droit, c’est-à-dire en bon français, des hommes. Mais il peut désigner aussi une position qui s’autorise d’une nature, d’une différence érigée en essence, ce qui n’est rien d’autre qu’une position discriminatoire, laquelle peut prendre deux valeurs inversées, car le féminisme essentialiste est un opérateur du machisme.

Je ne pense pas qu’une femme soit à ce point déterminant que cela oblige un être humain à se conduire d’une façon particulière et définitive. Il faut se battre pour les droits des femmes parce que les droits des femmes sont les droits de tout homme. L’état du droit dont jouissent les femmes donne aujourd’hui la mesure du droit dont jouit l’homme en général : il suffit qu’une seule femme soit opprimée pour que le corps de l’humanité tout entier le soit. C’est pourquoi le combat est exemplaire, il représente concrètement l’universel. Etre féministe à mes yeux, c’est proclamer cette exemplarité et non en faire une exclusivité.

Catherine Kintzler

…Vers d’autres perspectives pour le 8e festival

QUAND LES LESBIENNES SE FONT DU CINÉMA

Cette 8e rencontre aura pour thème central « Femme et santé, pauvreté et qualité de vie », dans la perspective de la problématique du genre (rapports sociaux entre les sexes), de la race et de la classe sociale, pour atteindre les objectifs suivants :

- Evaluer les résultats et l’impact des formulations théoriques et des programmes d’action élaborés lors des rencontres internationales « Femme et Santé » et des conférences mondiales de l’ONU qui se sont déroulées pendant les années 1990, principalement en ce qui concerne le statut et la qualité de vie de la femme dans les sociétés contemporaines.
- Analyser l’effet que les politiques des gouvernements en matière de santé ont eu sur la qualité de vie des femmes d’une part et, d’autre part, évaluer la portée que les stratégies et les formes d’organisation des femmes ont eu sur la formulation de ces politiques.
- Evaluer le rôle des médias dans les débats sur la santé des femmes, les droits sexuels et les droits reproductifs. Discuter des relations établies historiquement par le mouvement des femmes avec les médias et vice-versa.
- Approfondir la réflexion au sujet de l’influence de la discrimination raciale sur la santé des femmes faisant partie de minorités (noires, indigènes).
- Approfondir le débat sur les connaissances accumulées depuis la première Rencontre internationale et les stratégies d’intervention et d’organisation que le mouvement des femmes dans le secteur de la santé a élaborées, au niveau national, régional et international.
- Approfondir le débat sur l’accession des femmes aux postes d’exécutrices de politiques sociales.
- Approfondir et discuter les différentes théories féministes – convergentes et divergentes – élaborées au cours des dernières années dans le domaine des droits reproductifs.
• Soulever de nouvelles questions ayant trait à la santé des femmes, en vue d’élaborer des programmes d’action régionaux et continen-taux, afin d’améliorer les conditions de santé et de la qualité de vie des femmes.

• Instaurer des mécanismes pour superviser la mise en œuvre de recommandations relatives à la santé et aux droits sexuels et reproductive définis dans les programmes d’action des conférences mondiales des années 1990.

Violence, Abuse & Women’s Citizenship : 
Global strategies for prevention, protection and provision

Brighton (Grande-Bretagne), du 10 au 15 novembre 1996


Quatre cents ateliers, séminaires et réunions sont prévus. Les propositions d’interventions ou communications (une page) peuvent être envoyées jusqu’à fin août 1996.

COORDINATOR : Violence, Abuse & Women’s Citizenship Conference – PO Box MT7 – Leeds LS17 5XJ – Grande-Bretagne - Tel. 44 1274 385234 – Fax 44 1274 385270
E-mail : vagruu@bradford.ac.uk

Information
de Judith Ezekiel
Colloque passé

A.C.F. LILLE
Association d’Etudes de la Chose Freudienne et de la Logique
de l’Inconscient

La féminité : fin des illusions ?
Lille, 22 et 23 juin 1996

RENCONTRES DE L’ÉTÉ

DES FÉMINISTES EN VACANCES

Camping non mixte de rencontres et de réflexions

Une semaine entre le 15 et le 31 août, date et lieu à préciser, nous
contacter (même si vous ne pouvez pas venir). — (Sans viande, pour
pouvoir manger toutes ensembles, végétariennes ou non.

Tu es enragée, timide, fêtarde, bi, anarchiste, maman, tran-
sexuelle, féministe, immigrée, maquillée, lesbienne, déprimée, âgée,
hétéro… Bienvenue à toi, bienvenue à toutes au camping non mixte
de rencontres et de réflexions des Féministes en vacances.

Pourquoi un camping non mixte ? Parce que la mixité, dans un
monde patriarcal, n’est pas synonyme d’égalité. Un lieu mixte ras-
semble des femmes et des hommes, mais l’accès à ce lieu, le com-
portement que l’on peut y avoir, les relations que l’on va ou non y
entretenir sont marquées par l’oppression des femmes par les hommes
dans la société.

Dans la non-mixité choisie, nous redonnons de la valeur à nos
paroles ; c’est une nécessité, une étape pour sortir de l’isolement, bri-
ser la rivalité, la division des femmes entre elles, apprendre à se re-
connaître de la même histoire collective, se re-construire, dévoiler
les mécanismes de cette oppression et nous permettre un réel rap-
port de force pour les combattre. Venez goûter la non-mixité… et
vous rendre compte aussi combien la mixité courante est masculine.
Nous souhaitons alterner moments de réflexion et moments de détente…

Vous n’êtes pas obligées de vous revendiquer « féministes » pour participer à ce camping. Toute femme qui s’intéresse à la situation des femmes, au sexisme, et qui a envie d’aller plus loin dans sa réflexion ou son action est la bienvenue.

Nous pouvons déjà proposer quelques pistes de discussions mais nous souhaitons établir ensemble le programme de la semaine. Soyez donc toutes là le premier jour pour éviter de trop grands décalages entre nous et des problèmes pratiques supplémentaires.

Donc pourront être abordés des thèmes concernant à la fois le personnel et le politique : le « féminin », le désir, le patriarcat, l’identité de genre, la sexualité, l’amour, le féminisme, l’orientation sexuelle, comment lutter au quotidien, les normes esthétiques, la création d’un réseau féministe, la lesbophobie, comment lutter dans un groupe politique mixte en étant féministe…

CONTACT : Lyon : Corinne · tél. 78 39 76 01 ou Françoise Blanchon · 6, rue de la Victoire 69003 Lyon – Nantes : Mélanie Jouitteau · 3 straed Angoumois 44000 Naoned (Nantes) · tél. 40 48 42 24 – Paris : Anne Gaspard · 27, rue du Faubourg-Poissonnière 75009 Paris · tél. 48 01 08 12.

Rencontres et collègues

Claire Br t cher


Chaque document fait l’objet d’une notice bibliographique suivie de mots clés. L’ensemble des notices est ventilé par rubriques, ce qui permet à toute personne intéressée par un domaine particulier d’en suivre l’actualité bibliographique.

Le Bulletin du Centre Léonie La Fontaine, réalisé directement à partir de la base de données informatisée, s’adresse tout particulièrement aux étudiant-e-s, chercheur-e-s ou professionnel-le-s de la documentation dans le domaine des études féministes.

Participation aux frais :
• Cotisation annuelle des membres du Centre Léonie La Fontaine : 200 FB / 40 FF.
• Etudiant-e-s : 300 FB / 40 FF (4 numéros par an).
• Institutions : 500 FB / 70 FF (4 numéros par an).
Paiement :
• Par virement bancaire sur le compte de l’Université des Femmes n° 001-1118659-34, avec la mention « Bulletin du Centre Léonie La Fontaine ».
• En francs belges, par mandat postal international.
• En francs français et pour la France uniquement, par chèque au nom de G. Simon.

CONTACT : Joëlle Cazé ou Anne Van Seymortier – Centre Léonie La Fontaine – Université des Femmes – Rue du Méridien 10 – B 1210 Bruxelles (Belgique) – Tél. 02/229.38.33 – Fax 02/229.38.53.

Les Cahiers du GRIF
N° 1 – Mai 1996 (Nouvelle série)

Sommaire :

Dossier : Chair et viande
• Introduction : La nouvelle cuisson, par Françoise Collin
• Les femmes en boucherie : quels tabous culturels ? par Rosemary Pringle et Susan Collings
• Hommes et bêtes, par Luisa Battaglia
• Transubstantiation, par Piero Camporesi
• Une esthétique de la crudité, par Armelle Leturcq
• Kiki Smith, par Jessica Bradley
• Romans roses et série noire, par Elvira Souto
• Fragments, lectures
• Entretien : Sacrifice et espace du sens, Julia Kristeva, entretien par Waltraud Gölter
• Poèmes inédits d’Hannah Arendt

Enjeux : Guerres et femmes
• Introduction
• Sang, sperme, larmes, par Gertrude Koch
• Réponse aux critiques, par Helke Sander
• Echos

CHOISIR La cause des femmes
Bulletin Mai-Juin 1996

Sommaire :
• Une Europe citoyenne sans les citoyennes ? Gisèle Halimi et E. Vogel-Polsky
• Question de grammaire ou question de pouvoir ? A. Lavigne
• « Il existe de véritables mécanismes d’exclusion des femmes de la politique », interview de R. Bachelot, députée
• La vie de Choisir
• Brèves


Chronique féministe
N° 58 – Avril-Mai 1996

Sommaire :

Dossier : Le mauvais genre des médias
• Les trous noirs de l’univers des médias
• Une femme journalistre, interview
• La naissance de la Commission Femmes de la RTBF
• La télévision et la promotion de l’égalité entre hommes et femmes
• La RTBF et l’égalité des chances
• La Commission Femmes de la RTBF, aujourd’hui…
• La Commission Femmes de la RTBF, pourquoi ?
• Que regardent-elles à la TV ? interview
• Et où en est la voix de son maître ?
• Le droit de savoir
• Images des femmes immigrées dans les médias francophones

Lectures de livres et de films
• Mouvement des femmes et médias
• Etudes féministes des médias
• Le silence des médias
• Women in mass communication ?
Confluences Méditerranée
Nº 17 – Printemps 1996

**Femmes et guerres**

Le numéro 17 de la revue Confluences Méditerranée sort au début du mois de mars, aux éditions L’Harmattan, sous le titre de : « Femmes et guerres ».

Les différents conflits qui ravagent aujourd’hui la Méditerranée drainent leur lot d’atrocités, de douleurs et de victimes, au premier plan desquelles se trouvent invariablement les femmes. Elles sont en effet au cœur de la tourmente, organisant le « camp de la survie » et gérant les différents aspects de la vie quotidienne. Loin de demeurer passives, les femmes jouent souvent un rôle de tout premier ordre de par leur démarche résistante, pacifiste, activiste ou médiatrice. Des situations hors du commun dues à la guerre qui les font sortir de l’espace habituel du foyer dans lequel elles étaient cantonnées pour conquérir l’espace public jusque-là réservé aux hommes. Préparé par Anissa Barrak et Bénédicte Muller, ce dossier recueille des témoignages, des analyses et des réflexions sur cette réalité des femmes dans la guerre.

**Sommaire :**
- Reines de cœur ou reines de fer ? Claude Aziza
- Temps et espaces de guerre, Léla Chikhani-Nacouz
- La haine ethnique et ses moyens : les viols systématiques, Véronique Nahum-Grappe
- Mères dans la violence, Dr Linda Morisseau
Nouvelles questions féministes
Vol. 17 – 1996 – N° 1
Revue internationale francophone

France, Amérique : regards croisés sur le féminisme


Néanmoins, le féminisme, pour mieux résister à ses ennemis, et pour mieux parer les coups de certains « alliés » aussi, est tenu de faire le ménage non seulement devant sa porte mais dans son propre foyer. C’est pourquoi ce numéro, consacré au « dialogue de sourdes » entre féministes françaises et féministes anglo-américaines, s’est imposé. Pourquoi des féministes anglo-américaines réduisent-elles le féminisme français à quelques individus qui en France ne revendiquent pas leur appartenance à ce mouvement ? Pour quelles raisons...
une caricature, appelée le « politiquement correct », est-elle souvent considérée en France comme résumant le féminisme nord-américain ?

Claire Moses montre comment une partie du féminisme américain universitaire s’est purement et simplement payé le luxe de réinventer le féminisme français grâce à une construction arbitraire, qui fait de quelques écrivaines les « figures de proue » du mouvement de libération des femmes en France.

Comme Claire Moses, Christine Delphy estime que cette démarche a en réalité des « buts intérieurs », c’est-à-dire internes au féminisme américain et à ses luttes de pouvoir. Entre autres buts, le principal est celui de réhabiliter l’essentialisme et de redonner un rôle éminent aux auteurs masculins, brouillant ainsi les distinctions entre féminisme et antiféminisme.


Nouvelles Questions Féministes est une revue consacrée au développement et à la dissémination de la réflexion née du mouvement féministe. Elle se veut le forum le plus large en langue française pour les analyses et les débats venant du monde entier, tout en maintenant une attention particulière à l’Europe et à la francophonie.


**Projets féministes**

**N°5 4-5 – Février 1996**

**Actualité de la parité**

Séminaire en neuf rencontres introduit et animé par Marie-Victoire Louis.
Sommaire :
Présentation, Marie-Victoire Louis
• Mixité ou parité, Geneviève Fraisse, Josette Trat, Michèle Riot-Sarcey, Françoise Duroux
• Les enjeux juridiques de la parité, Danièle Lochak, Mariette Sineau, Anne Le Gall, Françoise Gaspard
• Bilan des élections européennes, Monique Dental, Janine Mossuz-Lavau, Jacqueline Sag
• Comment obtenir la parité ? Périodisation, méthodes et stratégies
• Parité et universalisme (I), Pierre Rosanvallon, Françoise Collin, Alain Lipietz
• Parité et universalisme (II), Jean Vogel, Danielle Haase-Dubosc, Marie-Victoire Louis
• La parité, pour quoi faire ? Françoise Duriez, Florence Montreynaud, Monique Minacca, Eliane Viennot
• Parti socialiste et parité – Histoire et actualité, Denise Cacheux, Odile Krakovitch, Gisèle Stievenard
• Parité : Quelles stratégies politiques ? Françoise Gaspard

Bibliographie
Annexes


Recherches féministes
Vol. 9 – 1996 – N° 1

Femmes et technologies

Introduction :
• Et si les femmes avaient le contrôle de la technologie ? Peta Tancred et Karen Messing

Articles :
• L’innovation industrielle dans l’électroménager : conception pour l’usage et conception pour la production, Danielle Chabaud-Rychter
• Nouvelles technologies = nouvelles qualifications ? Le cas des caissières de supermarché, Angelo Soares
• Création, maîtrise technique et gestion : les réalisatrices de télévision au Québec, Estelle Lebel et Marguerite Lavallée
• Formes persistantes et changeantes de la division sexuelle du travail dans un contexte de transformations technologiques et organisationnelles, Diane-Gabrielle Tremblay et Monique K. de Sève

Hors th me :
• Socialisation sexuée, soumission et résistance chez les garçons et les filles de troisième secondaire au Québec, Pierrette Bouchard, Jean-Claude Saint-Amant et Jacques Tondreau

**Nouvelles Recherches Féministes (RFR/DRF)**
Vol. 24 – Printemps-Eté 1995 – Nos 1 & 2

**Nouvelles Recherches Féministes. Comptes rendus**

Sommaire :

**Editoriaux** :
• Denial and disclosure : an analysis of selective reality as resistance to feminist curriculum, Patricia Elliot
• Race to the page : positionning as a writer of « mixed race », Kyo Maclear
• On the medico-legal appropriation of menstrual discourse : the syndromization of women’s experiences, Kirsten K. Johnson and Mary-Anne Kandrack
• A review of the litterature on barriers encountered by women in science academia, Peggy Tripp-Knowles

**Critique** :
• « Women of Islam ? » : struggling with « Women’s Struggle » in the Middle East, Haideh Moghissi
Frauen Informations Blatt
SoSe 1996

Inhalt :

• Informationen aus der ZE
• Die Frauenbeauftragte berichtet
• Berichte aus den Fachbereichen, Zentralinstituten und anderen Organisatorischen Einheiten der FU Berlin
• Berichte aus anderen Hochschulen
• Förderung von Wissenschaftlerinnen, Frauenforschung und Frauenstudien
• Tagungen, Kongresse, Symposien, Vorträge…
• Frauenbezogene Lehrveranstaltungen
• Neue Bücher und Zeitschriften in der ZE


En anglais

News from NIKK
N° 1 – 1996

Nordic Women’s Studies on the move

The Nordic Institute for Women’s Studies and Gender Research, NIKK, was founded in September 1995. Its aim is to build on and consolidate the activities of the former Co-ordinator for Nordic Women’s Studies. After a preliminary period of preparations from 1995 to early 1996, the NIKK staff of four will be in full swing working on the areas of research, networking, seminars/conferences and information dissemination from the autumn of 1996. News from NIKK will be published twice a year, and subscription is free.
NORA
Nordic Journal of Women’s Studies

Nora is an interdisciplinary journal of women’s studies, published in English.

Nora is a channel for research in all disciplines. Emphasis is placed on giving a Nordic contribution to feminist research, with regard to both content, theoretical and methodological approaches.

Nora aims to discuss and examine the realities and myths of women’s lives in the Nordic countries, historically and today. At the same time Nora is international in scope, offering a forum for theoretical dialogue and debate on research of general interest to feminist scholars and scientists.

Nora acknowledges the need to speak across borders, challenging academic, linguistic and national limits and boundaries. Considering the diversity of women’s experiences within the Nordic countries and the broad spectrum of viewpoints and approaches that characterize research on women and gender, Nora especially encourages papers that have an interdisciplinary perspective and are theoretically self-reflective.

Representative articles:
• The position of women in Old Norse society and the basis for their power, Else Mundal (Norway)
• The rhetoric of positioning in women’s studies, Sara Heinämaa (Finland)
• Women facing the state: childcare policy process in Canada and Finland, 1960-1990, Vappu Tyyska (Canada)
• A bloody story? On construction of bodily gender among girls, Monica Rudberg (Norway)
• No big deal. Feminism and genetics in Sweden, Catharina Landström (Sweden)
• Gender and ethics in the philosophy of Simone de Beauvoir, Eva Lundgren-Gothlin (Sweden)
• Equality versus difference and gender versus class in Danish women’s history, Anna-Birte Ravn (Denmark)

Editorial address: NORA – Institute of Women’s Studies – Åbo Akademi University – FIN.20500 Åbo, Finland – Tel. +358 21 2654 311 – Fax +358 21 2654 943 – E-mail: nora@abo.fi

WISE Women’s News
Vol. 6 – 1996 – N° 1

In this issue:
• News from the secretariat
• Steering Group in Florence Report
• News from the WISE countries
• Racism and Immigration Policies Division Newsclips
• Communication and Cultural Practice Newsclips
• Lesbian Studies Division Newsclips
• Women’s Studies Online
• NOIQSE Summer Scholl
• Kudos
• WISE Women in Print
• Bulletin Board
• Address List

Deadline for the next issue: 10 July 1996.

En catalan

DUODA Revista
Revista d’estudis feministes – N° 10 – 1996

Presentació:

Editorial:
• Mujeres y literatura de resistència

Articles:
• Heterosexualidad obligatoria y existencia lesbiana

Tema monogr fic: Dones i literatura de resistència
• La genealogia como testimonio en el pensamiento de Montserrat Roig, Christina Duplaa
• Memoria y militancia: Federica Montseny
• A las mujeres de España: los ensayos feministas de Maria Martinez Sierra, Alda Blanco
• Autobiografía, testimonio, y ficción en la literatura carcelaria femenina: Lidia Falcón - Tomasa Cuevas y Eva Forest, Susana Cavallo
• Resistencia a la memoria y memorias de resistencia, Shirley Mangini
¥ Narrativa: Hilvanar las cuentas, los cuentos sobre una misma, Elizabeth Uribe Pinillos
• Debat obert: No creas tener derechos, Ana Mañeru Mendez
• Entrevista: A càrrec de Maria-Encarnada Sanahuja Yll - Teresa Sanz y Ana Vargas, Ernestina Champourcin
• Ressenyes: A càrrec de Rosamaria Aguadé, Dolors Reguant, Núria Rius i Blanca Gari
• Vòria: Entorn a Beijing 95, Elena Botinas i Julia Cabaleiro

Números publicats:
Nº 1, 1990: I Col·loqui d’Història de la Dona. De la casa a la fàbrica.
Nº 4, 1993: Politiques i científiques parlen d’elles.
Nº 5, 1993: Heurística del cos femeni.
Nº 6, 1994: La mare negada.
Nº 7, 1994: Autoritat femenina / Llibertat femenina.
Nº 8, 1995: Dret i llibertat femenina.
Nº 9, 1995: Saber i política en l’esperiència mística.
Nº 10, 1996: Dones i literatura de resistència.


En español

Zona Franca
Año III – Nº 4 – Setiembre 1995

Somario:
Editorial
Actualizaciones y tendencias:
• Algunas reflexiones sobre el conocimiento y la metodología feminista, Maria Herminia di Liscia
• Nuevas tendencias de la participación de las mujeres: Maternidad y ciudadanía femenina, Beatriz Schmukler

**Desde la maestra:**
• De la violación a la maternidad de mujeres adolescentes: «La violación maternizada», Monica Mainardi
• La guerra civil española en la visión de un grupo religioso femenino, Marcelo Ulloque
• Sofía, de J.-J. Rousseau, como modelo de feminidad. Vinculaciones con la problemática de género, fundamentalmente el rol subordinado de la mujer, María del Carmen Marini
• La e-lección de piano. Una perspectiva psicoanalítica y otros abordajes de la construcción de un sujeto femenino en una representación cinematográfica, Analía Aucia
• Mujeres visibles: Tomates verdes fritos, Claudia Etcharry

**Comentarios bibliográficos**

CONTACT: Centro rosarino de estudios interdisciplinarios sobre las mujeres – Facultad de humanidades y artes – Universidad nacional de Rosario – Argentina.

---

**En italien**

*Leggere Donna*

N° 61 – Marzo-Aprile 1996

**Leggere:** • Una signora di mio gusto • Voci dalle Americhe • Segnate per sempre • Attente a quelle tre • Doppiamente Virginia • Un felice incontro con Madame de Genlis • Calamity Jane • Sulle rive del fiume, a Ugwuta

**Scrivere:** • La pelle al sole

**Discutere:** • Punti di vista • Una rivista scritta a mano

**Vedere, ascoltare, incontrarsi:** • Noi et il teatro • Ricordo di Emmina Verzella • La parola all’immagine • Noi e il cinema • Gli appuntamenti • La pagina di Lori
**Revues**

N° 62 – Maggio-Guigno 1996

**Leggere :** • Inferni, casalinghe e così via • Sogni e bisogni • Pallide anime • Viaggi di donne • Sui genere(s) • La pagina della poesia • Traduttrice offresi • Le riviste • Il sogno femminile • Elizabeth Bacon Custer : stivali e selle

**Scrivere :** • La vita non è una cosa da sottovalutare, nel senso, voglio dire, di viverla

**Discutere :** • Immaginaria : miele e fiele • Week-end a Roma con la Sis • Avvisi alle naviganti • Rete Lilith

**Vedere, ascoltare, incontrarsi :** • Donne e musica • La parola all’immagine • Noi e il cinema • Gli appuntamenti • La pagina di Lori

**Notizario CDP**

N° 144 – 1996

**Liberi Libri**

N° 145 – Marzo-Aprile 1996

**Sommaio :**

• Intervista a Hosea Jaffe

**Gruppi, associazioni, collettivi**

• Rete di formazione alla nonviolenza
• Associazione Obiettori Nonviolent
• Centro di documentazione agricoltura sostenibile
• Donne, democrazia e federalismo
• Poesia e narrativa
• Qualche nota sull’ultima narrativa italiana
• Musica
• Un modo diverso… Libri … Dischi… Fanzine… Autoproduzioni… non solo

Noticias
Nº 38 – Jan-Fev-Mar 1996

Súmario:
• Na comissão para a igualdade e para os direitos das mulheres
• Novas publicações
• ONG do Conselho consultivo
• Outras notícias
• Mulheres em destaque
• Novas leis novos direitos
• Estudos sobre as mulheres
• Na montra da livraria

NOTICIAS – Av. da República, 32-1º – 1093 Lisboa Codex – Portugal – Tel. 797 60 81/2/3/4 e 797 29 65 – Fax 793 76 91 / 797 29 65.
Comptes rendus


Photo Nicole Décure
Lettres de Catherine de Saint-Pierre à son frère Bernardin

Lieve SPAAS, L Harmattan, Biblioth que du f minisme, 1996, 222 pages, pr face d Arlette Farge.

Virginia Woolf avait imaginé une sœur à Shakespeare : tandis que William devenait l’écrivain le plus célèbre de l’Angleterre, Judith mourait misérablement. Rien d’étonnant à cela : il était un homme, elle était une femme.

Ici, il ne s’agit pas d’une sœur imaginaire, mais d’une sœur bien réelle, celle de Bernardin de Saint-Pierre, l’auteur de Paul et Virginie. On savait peu de choses d’elle, on louera donc Lieve Spaas d’avoir découvert cette correspondance – une centaine de lettres écrites de 1766 à 1804 – dans les volumineux dossiers manuscrits conservés à la Bibliothèque municipale du Havre, mais on regrettera de n’avoir que des « morceaux choisis » de ces lettres. On regrettera également certaines considérations un peu naïves sur l’histoire de la France, ou sur la vie des femmes au XVIIIe siècle.

Qui est Catherine de Saint-Pierre ? Ce n’est pas une muse ou une égérie tenant salon, elle n’écrit ni poèmes ni journal intime. Ce n’est ni Eugénie de Guérin ni Lucile de Chateaubriand. Dans sa préface, Arlette Farge la définit par une formule heureuse : « la célibataire sur la rive, affairée à la tutelle de son patrimoine, inquiète de sa solitude, rivée à de possibles amours qui jamais ne verront le jour parce que sans doute son cœur a définitivement glissé vers le frère aîné ».

Elle est de ces femmes dont on dit avec indifférence qu’il ne leur est rien arrivé, et qu’elles n’ont rien fait. Les frères, eux, sortent, voyagent, vivent. L’un est « le marin », « le capitaine », il court les mers, il fait le commerce du bois d’ébène, l’autre est « le gendarme » ou « l’insurgeant », il participe à la guerre d’indépendance américaine. Le troisième est Bernardin, il voyage, il publie des livres, il est intendant du Jardin des Plantes, il enseigne à l’Ecole Normale Supérieure, il entre à l’Académie française, c’est à lui que Catherine écrit.

La première lettre date de 1776. Catherine a alors vingt-quatre ans, après la mort de ses parents elle a trouvé asile au couvent des
Ursulines de Honfleur. Fille du directeur des Messageries du Havre, elle vit en rentière. Petites rentes, petite bourgeoisie de province, et soucis trop nombreux, trop lourds. Elle se débat dans des problèmes d’héritage, d’impôts, de locations. Et c’est là le premier intérêt du livre de Lieve Spaas : nous montrer la pauvreté du quotidien, le temps usé en tracasseries, en travaux de couture qui fatiguent les yeux et qui rapportent si peu. Les lettres de Catherine de Saint-Pierre parlent du prix de la toile, du blé et des réparations de menuiserie : c’est une petite vie modeste qui nous est ainsi donnée à voir, c’est la vie matérielle dans sa monotonie, dans tout ce qu’elle a d’oppressant, d’aliénant.

Catherine écrit pour maintenir un semblant de vie familiale qui n’existe plus, comme le dit Lieve Spaas, elle est « garante d’un ancrage local et familial à la lisière de plusieurs mondes ». Elle dépend financièrement de son frère, elle n’ose pas vivre par elle-même, pour elle-même : c’est sans enthousiasme qu’elle lui transmet les demandes en mariage qu’elle reçoit et qu’elle repousse, sans amertume qu’elle vit en « vieille fille ». Lieve Spaas montre bien comment la lettre devient pour elle « le lieu où habiter en compagnie de Bernardin », comment s’établit ainsi « une conjugalité épistolaire ».

La sœur imaginaire de Shakespeare était, comme son frère, « merveilleusement douée ». Rien ne permet d’en dire autant de Catherine : elle se contente de lire les œuvres de Bernardin, elle lui en parle en lectrice ravie et d’autant plus modeste qu’elle a conscience de son infériorité. Ne signe-t-elle pas « votre très humble, très obéissante servante, amie, sœur de Saint-Pierre » ? Servante, elle l’est : elle s’occupe de son linge, de sa nourriture, lui cherche les plantes marines qu’il lui a demandées. Amie et sœur, elle voudrait sans doute inconsciemment être davantage, et Lieve Spaas, évoquant « le jeu de miroir » entre le roman de l’un et les lettres de l’autre, propose une lecture nouvelle de Paul et Virginie, « ce récit où le paradis est le lieu où l’on vit en frère et sœur ».

Ce livre qui constitue un témoignage précieux sur la vie des femmes au XVIIIe siècle, augure bien de la Bibliothèque du féminisme.

Colette COSNIER
La mixité à l’école primaire

Maître de conférences à Paris VII et responsable du CEDREF (Centre d’enseignements, de documentation et recherches pour les études féministes), la sociologue Claude Zaidman propose avec cet ouvrage une analyse inédite de la mixité dans l’enseignement primaire d’aujourd’hui.

Il faut souligner d’emblée l’originalité, dans le contexte français, de cette recherche, à la différence des pays anglo-saxons où ce thème a été très largement exploré et débattu dans une perspective clairement féministe. La recherche de C. Zaidman entend élucider le rôle de l’école dans la construction des identités de sexe des élèves. Elle se démarque donc des quelques travaux français qui se sont limités à la description des différences de comportements et de réussite entre les sexes à l’école (ce qui n’est d’ailleurs pas négligeable en termes de connaissance).

Cette perspective l’amène à secentrer sur ce qui se passe en classe et un des mérites, et non des moindres, de la chercheuse est d’avoir su se faire accepter dans les classes pour des observations en temps réel. Certes, C. Zaidman n’ignore pas que l’observation affecte la situation observée et cette difficulté obère sans aucun doute quelque peu les résultats, surtout sur un thème aussi « sensible » (on peut d’ailleurs regretter de ne pas savoir comment les objectifs de la recherche ont été présentés aux enseignants et aux élèves concernés).

Bien que la mixité n’ait jamais fait l’objet de débats à l’école et soit restée de l’ordre de l’impensé sur le plan pédagogique (comme le montrent les travaux de N. Mosconi), il est clair que l’école fonctionne sur la base d’une différence des sexes « déjà là », qu’il s’agisse des enfants « vieux » de toute une socialisation primaire, des manuels et des programmes qui reflètent une réalité sociale sexuée, ou encore des images attachés à ces hommes et à ces femmes qui y enseignent.
Si donc la différence des sexes marque tout ce qui se joue à l’école, C. Zaidman fait l’hypothèse que s’y construit aussi « un espace particulier de retraduction des comportements sexués ». En fait, à travers cette interrogation sur la mixité, c’est le rôle potentiel ou effectif de l’école par rapport à l’égalité entre les sexes qui se trouve interpellé. De prime abord, une école qui se donne pour objectif de former des citoyens en dehors de toute référence à leurs déterminations sociales et sexuelles ne peut que répondre aux revendications féministes. Et la critique féministe du sexisme à l’école a surtout cherché à traquer d’éventuels stéréotypes dans les programmes et les manuels, posant implicitement que l’objectif essentiel de la co-éducation est d’ouvrir l’accès des femmes à l’universel, accès qui leur était jusque là refusé au nom de leur spécificité. Très vite, le risque d’un alignement sans condition sur un modèle masculin a été dénoncé, notamment par toutes celles qui prônaient la défense d’une « identité féminine ». C’est ainsi, comme le rappelle très clairement C. Zaidman, que la discussion autour de la mixité a opposé « féministes de l’égalité » et « féministes de la différence ».

Dans le même chapitre à finalité théorique, est présentée également une synthèse très accessible et bien actualisée des travaux français en la matière, qui constitue un apport spécifique précieux de cet ouvrage. Le travail de terrain a porté sur quatre écoles au recrutement social diversifié, dans lesquelles des observations vidéo et des entretiens avec les maîtres ont été réalisés. Les observations vidéo sont particulièrement cruciales (malgré le risque d’artefact souligné plus haut), dans la mesure où l’on entend cerner un « curriculum caché », c’est-à-dire « ces choses qui s’acquièrent à l’école sans jamais figurer dans les programmes officiels ». Une première famille de résultats concerne ce qui se joue... lors des récréations. La ségrégation entre les sexes y est flagrante, garçons et filles n’ayant ni les mêmes jeux ni les mêmes espaces de jeu (en particulier, on remarque l’occupation de l’espace par les garçons). L’auteure souligne combien cette séparation radicale semble « naturelle » aux enseignants, et tranche avec le « mélange » qui prévaut dans les classes. Dans celles-ci, c’est le principe d’un traitement identique de tous les enfants qui prévaut, même si les différences garçons-filles sont souvent utilisées pour gérer le
groupe. L’action « civilisatrice » des filles y est soulignée, filles dont on note également l’implication plus forte dans le « métier d’élève ». Les enseignants les utilisent d’ailleurs souvent comme « auxiliaires de pédagogie ». Si la classe apparaît à certains égards comme plus égalitaire que la famille, les rapports de pouvoir entre les sexes n’en sont pas absents ; par exemple, les garçons tentent d’attirer l’attention du maître et dominent en général l’espace sonore, même si des différences sensibles existent selon les classes (notamment en fonction de la gestion de la mixité par le maître ou la maîtresse).

L’ouvrage se poursuit par une série de « photographies de classe », qui met en exergue la variété des interactions entre les garçons et les filles, dans les différentes classes et selon les enseignants. Selon les cas, l’agressivité verbale peut être plus ou moins forte, la dominance scolaire des filles plus ou moins sereine, l’affectivité voire la séduction plus ou moins visible... Cette variété des processus à l’œuvre dans le quotidien des classes est intéressante en elle-même, même s’il serait tout aussi intéressant de savoir quelle est la fréquence de ces différents cas de figure (quelles situations sont les plus fréquentes, lesquelles sont exceptionnelles ?), ce qui est bien sûr hors de portée d’une recherche qualitative.

Le dernier chapitre, consacré aux enseignants suscite d’ailleurs la même remarque, puisqu’il ne s’agit à l’évidence que de témoignages (de volontaires, qui plus est), dont on ignore la généralisabilité.

La conclusion de C. Zaidman pourra être jugée prudente, qui défend une mixité qui saurait offrir aux garçons et aux filles à la fois l’occasion de « pouvoir exister comme individus sans être enfermés dans une désignation sexuée », et « de se vivre comme appartenant à un genre et construire leur identité sexuée dans le respect de la diversité ». Si cette conclusion sur le thème (classique) « apprenons à vivre avec nos différences » déçoit quelque peu, c’est précisément parce que ce livre pose avec finesse et nuances la question des enjeux de la mixité. C. Zaidman a peut-être voulu laisser le soin de trancher à ses lecteurs et lectrices. Quoi qu’il en soit, ceux-ci et celles-ci, à des titres divers (chercheurs, enseignants... ou parents d’élèves) ne regretteront pas cette lecture à la fois aisée et dense.

Marie DURU-BELLAT
Un chagrin politique


Ni essai politique, ni réellement autobiographique, ce livre est un carnet de route retraçant un itinéraire politique de quelque trente années : un témoignage, avec ses points d’ombre, auquel on ne peut rester indifférent et qui, personnellement, m’a laissée dans un état compliqué de tristesse, de colère et de nostalgie inquiète.

Voilà quelqu’une qui a participé activement à mai 68, à l’aventure du journal Libération, au mouvement des femmes puis à la décennie de gouvernement socialiste (comme chargée de mission) et qui semble se retrouver les mains bien vides et la tête passablement désillusionnée. Certes, le désenchantement politique et la crise des valeurs font-ils aujourd’hui douter beaucoup d’entre nous. Mais pourquoi cette impression qu’il reste si peu de chose de la passion, pourtant affirmée, des engagements de l’auteur, des forts moments politiques qu’ont été mai 68, le mouvement des femmes et l’élection de Mitterrand en 1981 ? C’est un peu comme si la déception (surtout celle des années socialistes ?) privait Martine Storti de la lucidité et de la combativité que nous lui avons connues et la plongait dans un désarroi dont rendent compte des analyses tout de même trop sommaires. « Il faut tenter d’être debout. Et recommencer. Tout est à inventer », dit-elle à la fin de son livre. Mais, nous sommes debout, en nous servant sans doute de béquilles les unes les autres, et nous continuons, on ne va pas recommencer tous les matins ! Certes, beaucoup d’espoirs ont été illusoires, mais tous les échecs n’ont pas été qu’incompétence, trahison, corruption, ou la faute à la mondialisation de l’économie, de l’information, des conflits et que sais-je encore. Peut-être avons-nous acquis de ces expériences, nous qui sommes de sa génération, le sens de bilans plus nuancés et, tout simplement, avons-nous la chance de pouvoir nous raccrocher à ce qui a réellement changé pour tenir debout et continuer en ces temps de triste et dangereuse régression.

Hélène ROUCH


**Entraves à l’IVG**


Depuis l’entrée en vigueur de la loi Neïertz relative à l’entrave à l’IVG, de nombreux commandos anti-IVG ont été poursuivis et condamnés. Le SAF a édité en brochure vingt décisions de tribunaux et de cours d’appel, ainsi que le premier arrêt rendu par la Cour de cassation.

C’est une jurisprudence remarquable, ferme et cohérente qui s’est rapidement constituée, même si presque toutes les décisions présentées dans ce recueil font encore l’objet d’un recours. La défense des prévenus met en avant plusieurs types d’arguments, sur lesquels les tribunaux répondent scrupuleusement et complètement, pour les écarter. La femme qui sollicite une IVG est seule juge de son état de détresse, l’IVG est bien un droit des femmes, effectuée par un médecin c’est bien un acte médical sur lequel ne pèse aucune présomption d’illégalité, et aucun texte de droit interne ou international ne confère au fœtus la qualité de personne juridique.

Les « défenseurs du droit à la vie » ne sont certainement pas près de renoncer à leur combat et la vigilance pour défendre le droit des femmes à disposer d’elles-mêmes reste d’actualité, mais la jurisprudence est ferme jusqu’à maintenant.

C’est celle-ci que le SAF a réunie dans ce recueil de 88 pages, qui se veut un moyen d’information et un instrument de travail pour les juristes, mais qui est aussi un document précieux pour la recherche féministe toute entière.

**Sciences, conscience et action**

**25 ans de recherche féministe au Québec**


Table :

- Science et conscience dans l’action : la recherche féministe québécoise à l’aube de l’an 2000, Huguette Dagenais, Université Laval.
- Entre la quête de l’autonomie et le maintien des liens familiaux, Renée Dandurand, INRS-Culture et société.
- La conciliation travail-famille, Francine Descarries et Christine Corbeil, UQAM.
- De l’inclusion à l’innovation : réflexions sur l’apport féministe à l’étude de la santé, Louise Guyon, RISQ, et Karen Messing, UQAM.
- La recherche sur la violence envers les femmes, Geneviève Martin, Université Laval.
- La recherche féministe en éducation, Pierre Bouchard, en collaboration avec Renée Cloutier et Thérèse Hamel, Université Laval.
- La recherche sur femmes et religions, Anita Caron, UQAM.
- Québecoises, pouvoir et politique, Manon Tremblay, Université d’Ottawa.

**Femmes et partage du travail**


Le débat sur le temps de travail prend rarement en compte le point de vue du travail des femmes. Or les femmes sont les principales destinataires des politiques actuelles d’aménagement du temps de travail, de création et de développement d’emplois flexibles et précaires. Est-ce le partage ou la division du travail ?

Cet ouvrage, pluridisciplinaire, envisage la totalité des temps sociaux – temps de travail et « hors » travail, temps domestique et professionnel, il analyse les contenus des accords de partage du travail qui
ont été conclus dans les entreprises. Des comparaisons internationales avec des pays du tiers monde, de l’Europe, les États-Unis, le Canada et le Japon interrogent la notion même de partage du travail.

Ce travail collectif rassemble les analyses de sociologues, économistes, politologues, historiens et anthropologues, français et étrangers.

*Chômage et devenir de la main-d’œuvre féminine en Pologne*

*Le coût de la transition*

Jacqueline HEINEN, d. L Harmattan, collection Logiques sociales.

Les bouleversements tant économiques que politiques dans la Pologne post-communiste ont fait surgir de nouveaux clivages sociaux ainsi qu’une accentuation patente des inégalités de genre. L’ampleur du chômage et sa dimension d’emblée très nettement sexuée appelaient diverses questions pour une sociologue s’intéressant de près à la thématique de l’emploi féminin. Quels sont les facteurs qui concourent à la vulnérabilité plus grande des femmes devant le chômage ? S’agit-il d’un phénomène passager ? Quelle est la nature des politiques mises en œuvre pour y faire face et quel est leur impact sur les individus concernés ?

L’objet de cet ouvrage est d’examiner la place accordée aux questions d’ordre social renvoyant à la vie quotidienne, en cette phase de transition et d’analyser en quoi la gestion de la main-d’œuvre féminine interfère dans le traitement des problèmes sociaux liés au processus de privatisation.

Il ressort non seulement que le chômage touche beaucoup plus frontalement les femmes, mais qu’il se construit et se structure sur des attendus (explicites plus souvent qu’implicites) les renvoyant à leur « destin de mères » et à leur « véritable place ». Le processus de différenciation revêt une dimension qualitative impliquant une détérioration du statut de la main-d’œuvre féminine qui se traduit par la marginalisation de cette dernière. Toutefois, l’enquête de terrain réalisée en 1993 auprès de travailleurs et de chômeurs des deux sexes à Lodz et à Varsovie montre que l’expérience du chômage tend à modeler un rapport des femmes à l’emploi beaucoup plus dynamique que par le passé.
Breaking Anonymity
The Chilly Climate for Women Faculty
Edited by the Chilly Collective, Wilfrid Laurier University Press, 400 pp.

News of « pervasive racism and sexism » has sparked hot debate throughout the university community and in the media: are the men who dominate the teaching and management positions in universities out of touch? Or have sexual harassment codes gone too far, resulting in a « moral panic » that is crippling our universities?

Breaking Anonymity adds a different perspective and an alternative context to the controversy, and
• describes specific experiences which testify to the existence of a chilly climate;
• calls into question the assumption that women and men have achieved equity in these institutions;
• describes what happens when women document the climate and try to warm it up.

Bodied Mindfulness
Women’s Spirits, Bodies and Places

« I see spirituality and social change to be integrally related to each other… liberation efforts that are supported by spiritual experiences of integration promote human dignity as well as social equality. » Winnie Tomm

Bodied Mindfulness combines spiritual, social and analytical perspectives to explore topics central to women’s development: spirituality, women’s bodies, cultural constructions of women’s sexuality in language, sexual ethics, the sexual contract in politics and at work, and the relation between nature and culture. Il was Tomm’s deeply held conviction that women need to bring a vital spirituality to feminist social criticism in order to promote social justice and ecological balance.
Embracing a vast store of knowledge from Buddhist, shamanist and feminist resources and grounding theory in personal experience – her own and others – Tomm delivers a powerful and empowering account of women’s spirituality.

OTHER TITLES OF INTEREST:

*Literature as Pulpit*
*The Christian Social Activism of Nellie L. McClung*
Randi R. Warne, Wilfrid Laurier University Press.

« …provide(s) good beginnings for thinking about biography and culture and about writing as an expression and extension of an activist life. »
Canadien Historical Review

*Gender and Religion*
*Feminist Reflections*

Essays covering most of the major religious traditions offer exciting suggestions as to how they will change as women take on more central roles.

*Going by the Moon and the Stars*
*Stories of two Russian Mennonite Women*
Pamela E. Klassen, Wilfrid Laurier University Press.

« …(the) self conscious approach about the directive role of the interviewer makes this an important book for those interested in doing oral history. »
Ontario Mennonite History

*Women, Reading, Kroetsch*
*Telling the Difference*
Susan Rudy Dorsch, Wilfrid Laurier University Press.

« …Dorsch successfully deconstructs metaphorical language and stories to persuade the reader that Women, Reading, Kroetsch contri-
Christine Delphy is a major architect of materialist feminism – a radical feminist perspective which she developed in the context of the French women’s movement of the late 1960s and early 1970s. She has always been a controversial figure and continues to make original and challenging contributions to current feminist debates.

In works such as « The Main Enemy » Delphy argued that women’s subjugation is rooted in their material exploitation by men, and that this should be a central issue on the feminist political agenda. She has consistently opposed the idea that femininity and masculinity are natural phenomena and her insistence that women and men are social categories, defined by the hierarchical relations between them rather than by biology, typifies the materialist school within French feminism.

Stevi Jackson explores Delphy’s views on patriarchal exploitation, class, gender and the institutionalization of feminism. She also recounts the key events in Delphy’s life as a feminist activist setting her works within their social and political context. In addition to providing a clear synthesis of Delphy’s work, this book makes a significant contribution to our understanding of feminist ideas and, in particular, the development of feminism in France.

This lucid and accessible introduction to a key thinker in the modern women’s movement will be essential reading for anyone with an interest in feminism or cultural history.
**O rosto feminino da expansão portuguesa**
Congrasso internacional realizado em Lisboa, Portugal, 21-25 de novembro de 1994, Actas 1, 817 pages.

Índice:

- Sessão de abertura
- Percursos de viagem : Ficar
- Percursos de viagem : Partir
- Modelos e imagens
- O eixo atlantico : Estratégias e intenções
- O eixo índico : Estratégias e intenções
Communiqué de presse

Lundi 13 mai 1996, les salariées de l’Association européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail (AVFT) commenceront une grève illimitée, soutenues par les militantes bénévoles :

• pour protester contre le sabotage de son travail du fait des moyens insuffisants et des procédures administratives mis en place, en contradiction avec l’état des lieux sur la situation des femmes en France et les engagements politiques annoncés ;

• pour préserver et développer les acquis des femmes victimes de harcèlement sexuel et de discriminations sexuelles et sexistes au travail ;

• pour conserver l’emploi de trois salariées, sur lesquelles repose le fonctionnement de l’AVFT.

Rappelons que l’acquis récent le plus notable des droits des femmes en France est non seulement l’adoption d’un dispositif de lois de 1992 sur le harcèlement sexuel, dont l’AVFT est à l’origine, mais aussi son application effective, permettant des avancées fondamentales concernant les droits des femmes. La jurisprudence a permis la prise en
compte de la notion d’agression sexuelle verbale, a reconnu la parole des victimes comme élément central de la preuve, a augmenté tant les dommages et intérêts alloués aux victimes que ceux alloués à l’AVFT. En outre, les tribunaux ont légitimé et entériné les principes de fonctionnement et d’intervention de l’AVFT ainsi que son rôle. Rappelons enfin que l’AVFT est la seule association qui lutte pour le maintien des femmes dans leur emploi dans des conditions garantissant leur droit à la dignité.

Or, depuis le 7 mai 1996, l’AVFT, pour la première fois en onze années d’activités et dix années de subventionnement public, est en cessation de paiement avec un découvert de 100 000 F : les salaires du mois de mai ne pourront être payés.

Ce même jour, le Conseil d’administration de l’AVFT a sollicité l’intervention urgente de Mme Couderc, ministre déléguée à l’Emploi chargée des droits des femmes, rappelant que :
• le 15 décembre 1995, l’AVFT déposait un dossier de demande de subvention, comme tous les ans depuis dix ans ;
• le 11 mars 1996, une convention d’un montant de 700 000 F était proposée à l’AVFT ;
• le 25 mars 1996, Mme Couderc mentionnait dans une lettre à l’AVFT « le soutien financier (du) service des droits des femmes » ;
• le 10 mai, l’accord du contrôleur financier n’est toujours pas notifié, rendant impossible tout prêt bancaire.

Aussi, le Conseil d’administration de l’AVFT a-t-il décidé, en l’absence de réponse sous huitaine concernant l’engagement financier, d’engager une procédure de licenciement économique à l’égard des salariées.

Pourtant, Madame Couderc, à l’occasion de la journée internationale des femmes, a annoncé comme priorités de sa politique en faveur des femmes, notamment l’emploi et la formation des femmes, la parité, la lutte contre les violences (AFP, 23 février 1996).

Concrètement, la cessation d’activité de l’AVFT signifie en France :
• Ne plus assurer d’information et de conseil à 300 salariées victimes de violences et discriminations au travail et leur entourage professionnel ou privé (bilan de 1995).
• Ne plus intervenir dans la défense des 185 dossiers actuellement pris en charge par l’AVFT, c’est-à-dire :
  – ne plus pouvoir assister les victimes ni les soutenir dans leurs démarches auprès des employeurs, inspecteurs-trices du travail, avocat-e-s, syndicalistes, déléguées des droits des femmes, police, etc. ;
  – ne plus pouvoir les assister aux procès pénaux et prud’homaux ;
  – ne plus pouvoir se constituer partie civile au pénal aux côtés des victimes pour les soutenir et constituer une jurisprudence. A l’heure actuelle, 43 femmes, dont les procédures pénales sont en cours, ont fait cette demande à l’AVFT.
• Cesser ses publications : la Lettre d’information, rendant compte notamment des avancées en droit du travail ; Projets féministes, l’une des deux revues féministes françaises.
• Renoncer à la publication en cours de son guide pratique sur le harcèlement sexuel.
• Cesser ses actions de sensibilisation, de formation et d’expertise auprès d’autres associations, de l’inspection du travail, des syndicats, des médias, etc.
• Cesser ses travaux de recherche et sa participation aux colloques nationaux et internationaux.
• Cesser son travail de documentation, en fermant le seul centre français d’information sur le harcèlement sexuel et sans doute le plus riche en France sur les violences contre les femmes.

A partir du 13 mai 1996, l’AVFT, à l’exception des tentatives de viols ou des viols (10 % des appels), ne prendra plus de nouveaux dossiers en charge, qui seront renvoyés aux services départementaux, régionaux et national chargés des droits des femmes ainsi qu’au ministère du Travail. Sous réserve de la solidarité financière et militante obtenue à laquelle l’AVFT fait appel aujourd’hui, les dossiers en cours seront traités en fonction de leur urgence. Aucune autre activité ne sera assurée. Le Comité de soutien en faveur de la grâce de Véronique Akobé avec autorisation de séjour en France continuera à fonctionner grâce au collectif bénévole et aux dons affectés sur un compte spécifique.

L’AVFT appelle au soutien et à la solidarité les femmes et les hommes, les organismes – associations, syndicats, partis… – les ins-
titutions, qui depuis onze ans l’ont sollicitée, ont reconnu son travail, agissent à ses côtés…

L’AVFT leur demande :
• d’adhérer, d’envoyer des dons, de se procurer ses publications ;
• d’écrire, de téléphoner et de faxer à la ministre déléguée à l’Emploi chargée des droits des femmes, au Service central des droits des femmes, aux Services régionaux et départementaux des droits des femmes, au Premier ministre : d’une part pour exiger une prise de position du gouvernement et un règlement de la situation, d’autre part pour demander l’augmentation substantielle des moyens de l’AVFT face à l’accroissement des demandes liées à la mise en œuvre des lois sur le harcèlement sexuel.

– M. le Premier ministre, Hôtel de Matignon – 57, rue de Varennes 75007 Paris – Tél. (1) 42 75 80 00 – Fax (1) 45 44 15 72
– Mme la ministre déléguée à l’Emploi chargée des droits des femmes – 32, rue de Babylone 75007 Paris – Tél. (1) 42 75 80 00 – Fax (1) 42 75 71 12
– Mme la chef de service du Service central des droits des femmes – 31, rue Le Pelletier 75009 Paris – Tél. (1) 47 70 41 58 – Fax (1) 42 46 99 69

Pétition pour une réforme du nom des femmes

Le saviez-vous…
• Une femme mariée a parfaitement le droit de garder son nom de « jeune fille » – (qui reste d’ailleurs toute sa vie son seul et unique nom au regard de la loi).
• Une femme célibataire a parfaitement le droit de s’appeler Madame.
• Le droit au respect de la vie privée est un droit constitutionnel, – mais il est constamment bafoué vis-à-vis des femmes, car on révèle systématiquement si elles sont mariées ou non, par le distingo « Mme-Mlle » : « Une femme annonce donc dès qu’elle se présente son degré de disponibilité sexuelle. Parce que quand vous êtes une femme, ce que vous faites de votre cul, ça regarde tout le monde ! » (I. Alonso)
LA LOI DOIT GARANTIR CES DROITS ET PAS SEULEMENT LES ÉNONCER !

Le saviez-vous...

- Tous les noms des fonctions et des titres ont un féminin – affubler une femme d’un nom masculin la ridiculise, et la rend non crédible dans cette fonction prétendue « masculine ».
- Beaucoup de femmes aimeraient pouvoir transmettre leur nom à leurs enfants !
  Or, il serait possible de transmettre simplement les noms de femmes aux enfants, en inscrivant dans leur état civil à la fois le nom du père et le nom de la mère et à la génération suivante, à la fois le nom du père du père et le nom de la mère de la mère (tout en utilisant un seul nom dans la vie courante si on le souhaite).
- Le texte original anglais de la Déclaration universelle des droits de l’homme l’intitule « Déclaration universelle des droits humains ».
- La loi française parle d’agir en « bon père de famille » et jamais d’agir en « bonne mère de famille », et prévoit encore que certains droits n’appartiennent qu’aux « pères de famille » !

LA LOI DOIT RESPECTER LE PRINCIPE D’ÉGALITÉ EN CE QUI CONCERNE LE NOM !

Si vous êtes favorable à une réforme relative au nom des femmes, signez et faites signer la pétition et retournez-la ensuite à l’adresse suivante : Collectif RUPTURES – 38, rue Polonceau 75018 Paris.

(Pour vous procurer la proposition de loi, écrire au Collectif Ruptures, joindre un chèque de 35 F).

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom</th>
<th>Pr nom</th>
<th>Adresse</th>
<th>Signature</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Je me prononce en faveur de la réforme relative au nom des femmes, dont le texte est diffusé par le collectif féministe Ruptures.

En cette fin du XXᵉ siècle, à l’aube de grandes et difficiles mutations, la cause des femmes prend un relief saisissant.

**Où en sont les femmes ?**

La réalité politique : Invisibilité des femmes dans les assemblées élues et autres lieux de décision.

C’est ainsi que le déficit démocratique qui ressort de l’état actuel de leur représentation politique dans les assemblées élues apparaît comme un véritable scandale. Depuis les dernières élections en Grèce, elle est vraiment devenue sur ce terrain la lanterne rouge de l’Europe. En 1945, un an après avoir obtenu le droit de vote et donc d’éligibilité en 1944, elles ont obtenu 5,8 % de députées à l’Assemblée nationale. Cinquante ans après, elles en sont toujours à 5,8 % – 4,8 % de sénatrices, 5,5 % de maires. Pourtant la société française, vue de l’étranger, présente souvent l’image de rapports équilibrés entre les sexes.

Les femmes, au cours des vingt dernières années ont acquis, grâce à leurs luttes, de nombreux droits :

- maîtrise de leur corps et de leur fécondité,
- indépendance financière par leur travail,
- entrée dans des professions autrefois réservées aux hommes,
- accès aux études supérieures et aux diverses formations professionnelles,
- égalité théorique des salaires entre hommes et femmes, « à travail égal, salaire égal ».

La réalité économique : Précarité et mépris des femmes.

Mais ce tableau idyllique comporte des ombres et d’abord une tare fondamentale, celle de leur précarité si l’on n’y prend garde.

- Les femmes représentent 56 % des chômeurs, l’essentiel des emplois à temps partiel, des emplois sous-payés et 85 % des familles monoparentales.
• L’égalité des salaires entre hommes et femmes est toute théorique : les femmes, à compétence égale, ont un salaire inférieur de 30 % environ à celui des hommes.

**Notre stratégie, aujourd’hui**

▲ Une vigilance accrue. Une vigilance accrue est nécessaire dans tous les secteurs.

• Des promesses faites solennellement par des hommes politiques, lors des élections, ne sont pas tenues ou le sont partiellement. Exemple : l’Observatoire de la parité dont les résultats tardent à se faire sentir, alors que de nombreuses associations féminines et féministes se dépensent sans compter pour faire adopter par l’opinion publique le principe de la parité (autant de femmes que d’hommes dans les assemblées élues). Nous soutenons ces initiatives, en craignant toutefois que cette revendication ne serve d’alibi à une option politique plus globale.

• Diverses mesures à l’apparence anodine, tel le problème des rythmes scolaires, peuvent avoir comme but caché de faire rentrer les femmes à la maison, si les activités de l’après-midi ne sont pas bien organisées ou n’existent pas du tout, faute de moyens.

• Nous citons, pour mémoire, pour justifier notre inquiétude croissante, les attaques réitérées contre la contraception et l’IVG qui nous ont conduites à participer à la manifestation du 25 novembre 1995.

▲ Un Parti de Femmes est créé : un groupe d’analyses et d’actions pour le pouvoir. Il est temps de reprendre la tradition interrompue et de créer pour réaliser nos objectifs, un Parti de femmes. Le féminisme, celui qui nous paraît cohérent avec nos aspirations et le sens de notre combat, doit s’épanouir au sein d’une structure collective organisée. Les femmes ont souvent déserté les partis traditionnels qu’elles ne jugeaient pas adaptés à leurs besoins et qui n’étaient que la traduction de l’inégalité fondamentale entre hommes et femmes qui existe dans nos sociétés.

**NOUS VOULONS :**

• **Un parti qui ne soit ni un ghetto ni un moulin vent** mais une organisation bien charpentée. Ce ne sera pas non plus une machine de guerre contre les hommes : ceux qui pensent que notre cause
est cruciale peuvent nous aider mais nous ne voulons plus de leur domination. Lutter avec succès contre le patriarcat permettra des rapports entre hommes et femmes plus harmonieux et constructifs dans un espace de liberté et d’égalité.

- **Une nouvelle société inspirée par une vision féministe.** Les problèmes des femmes seront repensés à l’intérieur des problèmes globaux de la société. Il n’y a pas de problèmes spécifiques des femmes mais il y a un problème de justice, d’égalité, de solidarité et ce, sans distinction de sexe.

  Le Parti fondera son choix d’une nouvelle société sur une vision féministe, c’est-à-dire non sexiste de la science économique : les concepts directeurs ne seront plus exclusivement « la concurrence, la rareté, l’intérêt personnel mais l’abondance, l’altruisme, la coopération », ce qui entraînera la mise en question de la répartition actuelle des richesses.

  Le souci exclusif de rentabilité ne doit plus conduire à la dilapidation des richesses de la terre et des êtres humains, par contre nous travaillerons au développement d’une société où la créativité dans tous les domaines sera valorisée.

  Parti Démocratique des Femmes (PDF) – 37, rue des Maronites 75020 Paris – Tél. 43 49 59 09 / 45 24 41 92 – Fax 45 25 90 17.

  **Appel contre la venue du pape à Tours et les idées réactionnaires qu’il véhicule**

  Le Collectif Contre la Venue du Pape à Tours (soutenu par l’Alternative libertaire, l’Alternative pour une république sociale, le Collectif tourangeau pour le droit à l’avortement, la Confédération du mouvement français pour le planning familial, la Confédération nationale du travail, le Groupe des salariés pour une économie distributive, les Jeunesses communistes révolutionnaires, La Libre pensée, la Ligue communiste révolutionnaire, le Mouvement des objecteurs de conscience, le Nouveau ligérien, la revue L’Ecole émancipée, les Verts Touraine) s’est constitué afin de rassembler toutes les personnes de
sensibilités différentes mais soucieuses d’organiser une riposte à la venue du Pape Jean-Paul II les 19, 20, 21 et 22 septembre 1996. Le but officiel de ce voyage, qui mobilisera les pouvoirs publics, du chef de l’Etat aux élus locaux, est le suivant : à Tours le pape célébrera le 1 600e anniversaire de la mort de l’évêque Saint-Martin, grand diffuseur du christianisme en France ; après un détour un Bretagne et en Vendée, il ira à Reims commémorer avec fastes l’alliance de l’Eglise et de l’Etat féodal (1 500e anniversaire du baptême de Clovis), a contrario d’un des principes fondateurs de l’Etat républicain français.

Les signataires entendent exprimer leur plus vive opposition à l’objet d’un tel voyage qui revêt une signification allant bien au-delà des intentions officielles : il s’inscrit en vérité dans une véritable stratégie en vue d’une « restauration des mœurs de la foi en Occident » chère à Karol Wojtyla, et ce dans de multiples domaines.

- Les signataires réaffirment leur attachement au respect de la séparation de l’Eglise et de l’Etat (loi de 1905), et à la laïcité et non au prétendu mythe fondateur de Clovis. Ils n’acceptent pas que les pouvoirs publics accueillent et cautionnent un chef religieux pour une visite purement religieuse et dont la toile de fond est anti-républicaine, voire réactionnaire.

- Les signataires refusent qu’au moins 13 millions de francs de fonds publics (7 à Reims, 6 à Tours) puissent servir à la propagation d’une foi ou d’une idéologie.

- Les signataires affirment leur attachement au droit à la contraception, à l’avortement et à la procréation médicalement-assistée, que Karol Wojtyla considère relever d’une « culture de la mort » et s’insurgent contre sa condamnation criminelle de l’usage du préservatif alors que des milliers de personnes seront contaminées par le virus du SIDA d’ici à sa venue. Ils protestent contre le soutien quasi officiel de Jean-Paul II aux commandos anti-IVG qui bafouent la loi Veil en France, vont jusqu’au meurtre aux États-Unis. Ils dénoncent le fait que M. Honoré, archevêque de Tours, ait témoigné en faveur des militants du commando qui a investi le CIVG Bretonneau en 1993.

- Les signataires rejettent catégoriquement le retour en force de l’ordre moral dont le pape se fait le propagateur : il affiche par exemple
un mépris intolérable envers les homosexuel-le-s. Par ailleurs, au nom d’une prétendue Loi divine, il s’immisce dans le droit public des Etats. Par sa prise de position en faveur du NON lors du référendum sur le divorce en Irlande en 1995, il refuse le droit à chaque individu de disposer de sa vie et de sa sexualité.

• Les signataires se déclarent attachés à l’égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines ; c’est le droit au travail des femmes que Jean-Paul II prétend remettre en cause en les renvoyant à leur foyer et à leur tâche de procréatrice.

• Les signataires refusent les prises de position de Jean-Paul II à l’encontre de tous ceux qui, dans le tiers monde, luttent au côté des peuples contre des régimes totalitaires, et notamment les adeptes de la « théologie de la libération ».

Les signataires savent que toutes les prises de position du pape ne sont pas sans effet sur les choix politiques opérés. Pour cette raison, ils s’adressent à tous ceux, croyants ou athées, anticléricaux ou catholiques, animés par le souci de préserver la laïcité, le droit des femmes, les libertés individuelles et collectives. Ils lancent un appel solennel pour que tous les individus et organisations progressistes se mobilisent en faveur de la tenue d’une manifestation nationale à Tours le 21 septembre prochain pour s’opposer aux idées réactionnaires que véhicule ce voyage.
Ni la plume ni le clavier n’ont lancé d’appels déchirants envers les ANEFiennes et ce numéro d’été est mince. Ce qui ne veut pas dire que nous restons inactives et je suis sûre qu’en ce bel été 1996, une fois de plus, bon nombre d’entre-nous allons passer nos vacances à lire des romans policiers. Ce goût des féministes pour la loi et l’ordre (en fiction) reste un mystère que nulle détective n’a encore percé.

Il est donc temps de faire le point sur votre culture, mesdames, et je lance donc « Le grand concours de l’été » dans le domaine qui m’est le plus familier : le roman policier féminin/féministe américain et anglais.

La gagnante recevra un roman policier (in English, of course).

Ce premier concours porte sur la vie quotidienne des détectives de séries car c’est la présence d’éléments familiers, qui reviennent de livre en livre, qui les rend populaires.

Les résultats seront publiés dans le numéro d’hiver.

— Barème —

- 25 réponses juste : Il y a eu des fuites : vous avez eu accès à mon questionnaire (c’est pas beau de tricher).
- 18 à 24 réponses justes : Quand trouvez-vous le temps de travailler ?
- 11 à 17 réponses justes : Vous êtes une aficionada éclairée.
- 5 à 10 réponses justes : Vous n’auriez pas l’air complètement ignare dans les soirées mondaines.
- moins de cinq réponses : Il est urgent de cesser de lire Luce Irigaray (pourtant amatrice de polars) ou Jurgen Habemas et de passer à un autre genre littéraire.
### Lieux

<table>
<thead>
<tr>
<th>Où habite</th>
<th>Auteures</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1 Miss Marple ?</td>
<td>Agatha Christie</td>
</tr>
<tr>
<td>2 Pam Nilsen ?</td>
<td>Barbara Wilson</td>
</tr>
<tr>
<td>3 Kate Brannigan ?</td>
<td>Val McDemid</td>
</tr>
<tr>
<td>4 Kate Shugak ?</td>
<td>Dana Stabenow</td>
</tr>
<tr>
<td>5 Skip Langdon ?</td>
<td>Julie Smith</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Métiers

<table>
<thead>
<tr>
<th>Quel est le métier de</th>
<th>Auteures</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>6 Blanche White ?</td>
<td>Barbara Neely</td>
</tr>
<tr>
<td>7 Eva Wylie ?</td>
<td>Liza Cody</td>
</tr>
<tr>
<td>8 Kate Fansler ?</td>
<td>Amanda Cross</td>
</tr>
<tr>
<td>9 Vejay Haskell ?</td>
<td>Susan Dunlap</td>
</tr>
<tr>
<td>10 Cassie Swann ?</td>
<td>Susan Moody</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Animaux

<table>
<thead>
<tr>
<th>Quel(s) animal(aux) « possède »</th>
<th>Auteures</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>11 Carlota Carlyle ?</td>
<td>Linda Barnes</td>
</tr>
<tr>
<td>12 Aline Scott ?</td>
<td>Alison Drake</td>
</tr>
<tr>
<td>13 Mary Minor Haristeen ?</td>
<td>Rita Mae Brown</td>
</tr>
<tr>
<td>14 Sister Joan ?</td>
<td>Veronica Blake</td>
</tr>
<tr>
<td>15 Delilah West ?</td>
<td>Maxine O’Callaghan</td>
</tr>
</tbody>
</table>
## (Ex) Maris

<table>
<thead>
<tr>
<th>No.</th>
<th>Question</th>
<th>Auteure</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>16</td>
<td>Combien de maris a eu Kinsey Millhone ?</td>
<td>Sue Grafton</td>
</tr>
<tr>
<td>17</td>
<td>De quoi est mort le mari de Norah Mulcahaney ?</td>
<td>Lillian O’Donnell</td>
</tr>
<tr>
<td>18</td>
<td>Avec qui se remarie la Révérende Claire Aldington ?</td>
<td>Isabelle Holland</td>
</tr>
<tr>
<td>19</td>
<td>Comment s’appelle l’ex-mari de V.I. Warshawski ?</td>
<td>Sara Paretsky</td>
</tr>
<tr>
<td>20</td>
<td>Que fait le mari de Jenny Cain ?</td>
<td>Nancy Pickard</td>
</tr>
</tbody>
</table>

## Enfants

<table>
<thead>
<tr>
<th>No.</th>
<th>Question</th>
<th>Auteure</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>21</td>
<td>Combien d’enfants a Deb Ralston ?</td>
<td>Lee Martin</td>
</tr>
<tr>
<td>22</td>
<td>Quelle crise traverse la fille de Claire Malloy ?</td>
<td>Joan Hess</td>
</tr>
<tr>
<td>23</td>
<td>Wexford a-t-il des fils ou des filles ?</td>
<td>Ruth Rendell</td>
</tr>
<tr>
<td>24</td>
<td>A qui sont les enfants qu’Eliza Pirex a adoptés ?</td>
<td>Diana McRae</td>
</tr>
<tr>
<td>25</td>
<td>Où vit le fils de Claire Ashton ?</td>
<td>Carol McNab</td>
</tr>
</tbody>
</table>
— Grille de réponses —

A renvoyer dûment complétée au Secrétariat de l’ANEF avant le 30 septembre 1996 minuit, le cachet de la poste ne faisant pas forcément foi.

| 1 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
Le grand concours de l’été

Photo Nicole Décuré

Nottingham, G.-B., juin 1994.
De gauche à droite : Liza Cody, Sara Paretsky, Sarah Dunant
Pouvoir, parité, représentation politique

(COMMUNICATIONS FAITES AU COURS DE LA JOURNÉE ANNUELLE DE L’ANEF, LE 28 MAI 1994)

Brochure disponible au secrétariat de l’ANEF - 34, rue du Professeur-Martin 31500 TOULOUSE contre un chèque de 40 FF (30 FF + 10 FF de frais d’envoi) pour les pays de la CEE et de 50 FF pour les autres pays.

NOM : ........................................................ Prénom : ............................
Adresse :...................................................................................................
................................................................................................................
Commande de............. numéro(s) de la brochure pour un prix total de
............................................. FF au prix unitaire de 40 FF (CEE), 50 FF (autres).

Prière de joindre le règlement à la commande.

Annuaire de l’ANEF

Brochure disponible au secrétariat de l’ANEF - 34, rue du Professeur-Martin 31500 TOULOUSE contre un chèque de 100 FF (frais d’envoi inclus).

NOM : ........................................................ Prénom : ............................
Adresse :...................................................................................................
................................................................................................................
Commande de............. numéro(s) de l’ANNUAIRE DE L’ANEF pour un prix total de
............................................. FF au prix unitaire de 100 FF (frais d’envoi inclus).

Prière de joindre le règlement à la commande.
Etudes féministes et études sur les femmes en France en 1995

Brochure disponible au secrétariat de l’ANEF - 34, rue du Professeur-Martin 31500 TOULOUSE contre un chèque de 30 FF (frais d’envoi inclus).

NOM : .................................................. Prénom : ......................
Adresse : ..................................................................................................
................................................................................................................
Comande de ............ numéro(s) de la brochure pour un prix total de
................................................. FF au prix unitaire de 30 FF (frais d’envoi inclus).

Prière de joindre le règlement à la commande.

Femmes et mouvements de femmes face à la situation algérienne : analyses et solidarités

Brochure disponible au secrétariat de l’ANEF - 34, rue du Professeur-Martin 31500 TOULOUSE contre un chèque de 40 FF (30 FF + 10 FF de frais d’envoi) pour les pays de la CEE et de 50 FF pour les autres pays.

NOM : .................................................. Prénom : ......................
Adresse : ..................................................................................................
................................................................................................................
Comande de ............ numéro(s) de la brochure pour un prix total de
................................................. FF au prix unitaire de 40 FF (CEE), 50 FF (autres).

Prière de joindre le règlement à la commande.
ARTICLE 1 - Il est fondé entre les adhérentes aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 18 août 1901, ayant pour titre : « Association nationale des études féministes » (ANEF). Son siège social est fixé à Paris : 9 bis, rue de Valence 75005. Il pourra être transféré sur simple décision du bureau.

ARTICLE 2 - L'association se propose d'être un lieu de réflexion, d'échanges et de confrontations. Elle se donne comme but principal la promotion des études et recherches féministes, sur les femmes et sur les rapports de sexe et de genre, notamment par :
• l'enseignement, la formation, la création et la recherche, dans et hors institution ;
• la diffusion et la valorisation de ces recherches et de ces problématiques au moyen de publications, colloques, séminaires, rencontres, annuaires... etc. ;
• la création d’enseignements féministes à tous les niveaux d'enseignements ;
• la création de postes, d'équipes et de programmes de recherche dans les organismes publics, parapublics et privés d'enseignement, de formation et de recherches.

Ces buts seront réalisés par toutes actions nécessaires, y compris l'action concertée auprès des pouvoirs publics, régionaux, nationaux et internationaux.

L’association se donne également pour buts :
• la défense des intérêts professionnels et moraux de ses membres et la lutte contre les discriminations sexistes ;
• le maintien et le développement de relations d'échanges, de respect mutuel et de solidarité entre ses membres ;
• le développement de liaisons avec les associations et les groupes nationaux ou étrangers, la participation aux réseaux européens et internationaux d'études féministes.
ARTICLE 3 - Peuvent devenir membres de l’association les femmes, sans distinction de nationalité, qui sont en accord avec les buts de l’association, et s’engagent à travailler à leur réalisation. Les demandes d’adhésion sont adressées au conseil d’administration.

L’association admet également, à titre d’associés, des groupes des institutions, et les individus qui soutiennent ses objectifs. La qualité de membre se perd par démission, non-paiement de la cotisation ou tout autre motif prévu au règlement intérieur.

ARTICLE 4 - Les ressources de l’association comprennent : le montant des cotisations, les dons, legs et subventions accordées pour le fonctionnement et la réalisation des buts de l’association dans les limites fixées par la loi.

ARTICLE 5 - L’assemblée générale comprend tous les membres de l’association. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du conseil d’administration. L’ordre du jour est indiqué sur les convocation. La présidence est assurée par un membre du conseil d’administration.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d’administration, soit à son initiative, soit à la demande transmise au conseil d’administration du cinquième des membres.

ARTICLE 6 - L’assemblée générale est l’instance souveraine. Elle définit les orientations. Le conseil d’administration est élu pour 2 ans par l’assemblée générale des membres à jour de leur cotisation et dans un souci de représentativité des régions conformément au règlement intérieur. Il désigne en son sein chaque année un bureau formé au moins d’une présidente, une secrétaire, une trésorière, et suscit la mise en place de commissions responsables devant lui. Toutes les décisions du conseil sont prises de façon collégiale.

ARTICLE 7 - Un règlement intérieur est établi par le conseil d’administration qui le fait approuver par l’assemblée générale. Il est destiné à préciser les statuts et à fixer les divers points non prévus par ceux-ci notamment ceux qui ont trait à l’administration interne de l’association.

ARTICLE 8 - La révision des présents statuts ne pourra avoir lieu qu’à la suite d’une proposition présentée à l’assemblée générale, soit par le conseil d’administration, soit par un cinquième des membres inscrits. Le vote ne pourra avoir lieu qu’à une prochaine assemblée générale qui sera convoquée sur cet ordre du jour. La décision est prise à la majorité des membres inscrits.

ARTICLE 9 - La dissolution de l’association est prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l’assemblée générale convoquée sur cet ordre du jour et représentant la majorité absolue des membres inscrits. Une ou plusieurs liquidatrices sont nommées par cet assemblée et l’actif, s’il y a lieu, est dévolu conformément à l’article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.
Nom : .................................................. Prénom : ..................................
Adresse : .................................................................................................
Code postal : ........................ Ville : .......................................................
Pays : .....................................................................................................

J’ai pris connaissance des statuts de l’ANEF.

Signature :

Membre adhérent-e :  200 F (revenus mensuels inférieurs à 9 000 F)
                      300 F (revenus mensuels supérieurs à 9 000 F)
                      150 F (pour les étudiant-e-s)
Membre associé-e :  300 F
Service du bulletin seul :  300 F (institutions)

L’adhésion est annuelle (année civile janvier-décembre) et inclut l’abon-
nement au Bulletin.

Règlement et bulletin d’adhésion ou d’abonnement à renvoyer à l’ordre de :
  ANEF – 34, rue du Professeur- Martin 31500 TOULOUSE